

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/COMTD/W/64

15 octobre 1999

(99-4420)

**Comité du commerce et du développement
Vingt-septième session**

Original: anglais

PROGRAMME DE COOPÉRATION TECHNIQUE DE L'OMC

Plan triennal (2000-2002)

Note du Secrétariat

Introduction

1. Les lignes directrices pour la coopération technique de l'OMC adoptées par le Comité du commerce et du développement le 15 octobre 1996 prévoient que le Plan triennal de coopération technique doit être présenté au Comité du commerce et du développement. Le présent document porte sur la période allant de 2000 à 2002.

2. Il convient d'indiquer que le présent document n'est qu'une première approximation de ce qui pourrait devenir le Plan triennal 2000-2002 conformément aux Lignes directrices pour la coopération technique. La situation financière critique dont les Membres ont eu connaissance ces derniers mois, à la fois officiellement et informellement dans le cadre du CCD et du Comité des questions budgétaires, financières et administratives, la création par plusieurs Membres du Fonds mondial d'affectation spéciale pour la coopération technique de l'OMC, la présentation de diverses propositions concernant les approches de fond, l'administration, le financement et l'évaluation des activités de coopération technique de l'OMC, les résultats des travaux de l'Équipe spéciale interne du Secrétariat sur le renforcement de la coopération technique, la perspective de décisions importantes qui doivent être prises par les Membres à la troisième Conférence ministérielle de l'OMC et l'ouverture de nouvelles négociations sont tous des éléments qui donnent à penser qu'il faut faire preuve de prudence.

3. De plus, il apparaît que l'intensification des travaux liés au processus préparatoire de la Conférence ministérielle a empêché les Membres de se concentrer sur l'examen de leurs besoins spécifiques en matière de coopération technique; si bien que le Secrétariat a reçu moins de demandes que lors d'une année normale.

4. Dans ce contexte, les Membres voudront peut-être revenir sur l'examen de fond du programme de coopération technique de l'OMC à une prochaine réunion du Comité du commerce et du développement qui doit avoir lieu au début de l'an 2000. Entre temps, le présent document regroupe un certain nombre d'éléments à examiner, y compris les grandes lignes d'action à caractère provisoire que suivra le Secrétariat dans ses différentes activités de coopération technique en 2000. Un certain nombre d'activités spécifiques ont été regroupées par région et figurent à l'annexe 1. Pour ce qui concerne 2001 et 2002, le présent document donne une idée de la façon dont les travaux se poursuivront et contient un exposé général à caractère indicatif donnant un aperçu des priorités qui seront probablement retenues à l'avenir.

Historique

5. Depuis la création de l'OMC en 1995, les activités de coopération technique du Secrétariat se sont élargies et multipliées, grâce à une très forte augmentation des contributions financières extrabudgétaires de certains Membres, car le budget ordinaire de l'OMC alloué à la coopération technique était resté constant au cours de cette période. En conséquence, on prévoit qu'en 1999 90 pour cent des activités d'assistance technique (mesurées d'après le nombre d'activités, non compris les stages ordinaires de politique commerciale et le soutien fourni au CCI) auront été financées au moyen de ressources extrabudgétaires.

6. Comme le montrent les rapports sur la coopération technique présentés au CCD au fil des années, ces activités ont quadruplé depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. En 1995, le Secrétariat de l'OMC a réalisé environ 79 activités de coopération technique, pour la plupart financées au moyen du budget ordinaire de 741 000 francs suisses destiné à la coopération technique. Le nombre d'activités est passé à 124 en 1996 (soit une progression de 57 pour cent par rapport à 1995), à 227 en 1997 (83 pour cent d'augmentation) et à plus de 300 en 1998 (34 pour cent d'augmentation). Un rapport détaillé sur les activités de coopération technique de 1999 sera remis au Comité en l'an 2000. Il convient toutefois de noter qu'à la fin de septembre 1999, plus de 240 activités avaient déjà été réalisées.

7. Le très sensible accroissement du volume des activités d'assistance technique ne s'est pas accompagné, pendant la même période, d'une augmentation équivalente des ressources humaines du Secrétariat de l'OMC, qu'il s'agisse de la Division de la coopération technique ou des autres divisions qui apportent une contribution spécialisée sur les différents sujets. Le personnel du Secrétariat a certes absorbé le volume de travail accru qui s'en est suivi, mais la situation a peut-être atteint un point où ce niveau d'activité n'est plus soutenable, d'autant que les responsabilités des fonctionnaires qui assurent le secrétariat des comités, des groupes spéciaux chargés du règlement des différends et éventuellement de nouvelles négociations se sont accrues. Rappelons que les problèmes que posent le manque de ressources financières et leur caractère aléatoire ont été mis en évidence dans de précédents Plans triennaux.

8. La situation décrite dans les paragraphes ci-dessus ne fait que confirmer le dynamisme croissant des activités de coopération technique de l'OMC. D'une façon ou d'une autre, diverses sections du Secrétariat s'occupent quotidiennement de fournir des conseils et une assistance technique aux Membres. Jusqu'à présent, la charge croissante, au niveau tant du contenu que de l'administration, de la logistique et de la coordination, a été assumée par le Secrétariat, avec les mêmes effectifs de base que sur les trois dernières années et des ajustements internes réduits au strict minimum. Cependant, avec le commencement de nouvelles négociations, ainsi qu'en raison de l'accroissement du recours aux procédures de règlement des différends, on peut s'attendre à ce que les ressources humaines, qui, au cours de cette période, ont été consacrées aux activités de coopération technique, soient à l'avenir affectées à d'autres travaux. Dans cette situation, peut-être sera-t-il impossible de maintenir la croissance des activités de coopération technique.

Situation financière

9. Le CCD et le Comité des questions budgétaires, financières et administratives ont reçu des renseignements détaillés sur la situation financière des activités de coopération technique et ont eu la possibilité d'échanger leurs points de vue sur la question, de manière aussi bien formelle qu'informelle. À la demande de ces deux Comités, le Secrétariat a publié le document WT/BFA/42-WT/COMTD/20 qui contient les renseignements fournis.

Structure

10. Au cours de l'établissement du présent document, une communication a été envoyée aux délégations des pays en développement Membres à Genève les invitant à présenter, pour le 15 septembre 1999 au plus tard, leurs demandes en matière d'activités de coopération technique pour 2000-2002. Cette date butoir a été établie en fonction du délai requis par le Secrétariat pour produire et distribuer le présent document; cela ne signifie pas que les demandes présentées ultérieurement ne seront pas traitées avec l'attention voulue ni qu'il n'y sera pas répondu de manière adéquate. De nombreuses délégations ont répondu à cette communication, pour certaines, de manière très précise en ce qui concerne 2000, d'autres se contentant d'indiquer les domaines qui les intéressent et les modes d'exécution qu'elles préfèrent (par exemple, missions techniques, séminaires généraux, ateliers techniques, etc.). Dans d'autres cas, des demandes n'ayant pas reçu de suite durant la période du plan précédent ont également été prises en compte.

11. Compte tenu de ce qui précède, la structure du présent document est différente de celle du document WT/COMTD/W/48. Après la présente introduction, on trouvera une description des grandes lignes que suivra le Secrétariat dans ses différentes activités de coopération technique pour l'an 2000. Pour ce qui concerne 2001 et 2002, le plan contient un exposé général à caractère indicatif présentant les activités qui seront exécutées de façon analogue à l'année précédente et soulignant les priorités qui seront probablement retenues à l'avenir. L'annexe 1 dresse la liste des activités prévues/planifiées pour 2000 présentées par région.

12. Les stages de politique commerciale sont également un élément important des activités de coopération technique de l'OMC qui se déroulent au siège. Les activités menées dans ce contexte ainsi que les plans concernant les stages de politiques commerciales qui se dérouleront au cours de la prochaine période triennale (2000-2002) figurent à l'annexe 2 de la présente note.

An 2000

1. Accord sur l'agriculture et Accord SPS

1.1 Accord sur l'agriculture

En vertu des dispositions de l'Accord sur l'agriculture concernant le traitement spécial et différencié, les pays en développement ont jusqu'à la fin de 2003 pour mettre en œuvre leurs engagements. En outre, les négociations sur la poursuite du processus de réforme de l'agriculture débuteront cette année, comme le prévoit l'article 20 de l'Accord. Par conséquent, le Secrétariat s'attachera encore, dans le cadre de ses activités de coopération technique, à aider les Membres à mettre en œuvre leurs engagements spécifiques concernant l'agriculture, mais il offrira également son assistance, à la demande des Membres, dans le domaine des négociations. Cette aide sera proposée au siège ou depuis celui-ci.

Il est prévu de fournir une assistance ciblée sous forme de missions organisées dans les capitales de cinq ou six Membres qui auront présenté une demande; le nombre effectif de missions dépendra des demandes reçues et des ressources disponibles. Le Secrétariat compte en outre organiser ou participer à plusieurs séminaires régionaux consacrés aux règles, aux engagements et aux négociations concernant l'agriculture. En principe, ces séminaires régionaux seront organisés en coopération avec d'autres organisations internationales ou régionales, notamment la Banque mondiale et/ou la FAO. L'OMC devra peut-être parrainer la participation de certains Membres à ces séminaires.

1.2 Accord SPS

L'Accord SPS s'appliquera aux pays les moins avancés à compter du 1^{er} janvier 2000. En 2000, les ateliers et séminaires sur les mesures SPS devront donc répondre aux besoins des PMA en particulier (pays africains pour l'essentiel). Cependant, l'assistance et la coopération techniques proposées dans le cadre de l'Accord SPS sont fonction de la demande. Le Secrétariat a déjà reçu des demandes officielles ou informelles concernant l'organisation d'ateliers ou de séminaires dans différents pays ou différentes régions ou la participation à de telles activités.

La structure actuelle des séminaires semble appropriée, avec de légères adaptations en fonction du pays ou de la région cible. Les séminaires destinés aux PMA comportent en général une séance consacrée à la présentation générale de l'OMC et les procédures de règlement des différends, suivie par une présentation détaillée de l'Accord SPS, y compris les questions de mise en œuvre et de fonctionnement. Viendront ensuite trois autres séances consacrées à la présentation des activités des trois organisations apparentées par des fonctionnaires de chacune d'elles. Enfin, des séances spéciales portant sur la mise en œuvre pratique de l'Accord (évaluation des risques; équivalence; méthodes de production (système HACCP); points d'information, etc.) font désormais également partie intégrante des séminaires sur les mesures SPS.

S'agissant de l'assistance technique aux pays en développement se trouvant à un stade plus avancé de la mise en œuvre de l'Accord (Amérique centrale et Amérique du sud; Asie), le Secrétariat mettra l'accent sur les séances spéciales portant sur la mise en œuvre de l'Accord. Comme on fera appel à des experts extérieurs dans les domaines pertinents, cela ne sera pas sans conséquence financière pour l'OMC. En outre, on s'efforcera d'améliorer la coordination de l'assistance et de la coopération techniques entre le Secrétariat et les Membres, et entre le Secrétariat et d'autres organisations internationales.

Les missions déjà prévues à titre provisoire sont indiquées à l'annexe 1.

2. Questions concernant l'accès aux marchés

2.1 Listes tarifaires

En 2000, le Secrétariat devra continuer d'aider un certain nombre de pays en développement à transposer leurs listes antérieures au Cycle d'Uruguay dans le Système harmonisé, en tenant compte des modifications qui ont été apportées en 1996 (SH96). Des demandes d'assistance pourraient être présentées au Secrétariat par certains pays en développement et pays les moins avancés des régions Afrique, Asie-Pacifique, Amérique centrale et Caraïbes. En outre, il faudra aider certains pays en développement à établir des listes de concessions tarifaires codifiées sur feuillets mobiles.

2.2 Accord sur l'évaluation en douane

Cinquante-cinq pays en développement ont invoqué l'article 20 de l'Accord qui leur permet de différer l'application des dispositions dudit Accord pendant une période de cinq ans; pour 28 de ces pays, ce délai arrive à expiration à la fin de 1999. Pour 21 autres, la période de transition s'achève à la fin de 2000. Le Secrétariat devra aider ces pays à se préparer à remplir leurs obligations à la fin du délai imparti. Il a organisé un programme d'assistance technique qui fait appel à des consultants (un hispanophone, un francophone et un anglophone) qui se rendent dans chacun des pays ayant profité du délai et qui demandent une assistance, pour les aider dans tous les aspects de leur processus de transition. La Division de l'accès aux marchés a organisé 24 missions de ce type au cours des deux derniers trimestres de 1998 et des trois premiers trimestres de 1999. Elle estime que 15 à 20 missions de ce type se dérouleront en 2000.

Les actions sont coordonnées avec l'équipe de l'OMD chargée de l'évaluation car il est clair aux yeux de tous que la coopération avec l'OMD contribuera à l'efficacité des activités d'assistance technique.

2.3 Accord sur les règles d'origine

Le Comité des règles d'origine élabore le programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine non préférentielles. Les Membres se sont engagés à faire tout leur possible pour mener à son terme ce programme de travail d'ici à novembre 1999. S'il est achevé dans ce délai, il faudra aider un grand nombre de pays en développement à mettre en œuvre les nouvelles règles d'origine harmonisées. Entre temps, il faudra aider certains pays en développement plus petits, à leur demande expresse, à comprendre les questions techniques faisant l'objet des négociations. Deux demandes de ce type ont été reçues cette année et des missions ont été faites.

2.4 Base de données intégrée sur ordinateurs personnels

Le 16 juillet 1997, le Conseil général a décidé, entre autres choses, que le Secrétariat "... fournira, sur demande, une assistance technique aux Membres en ce qui concerne la communication des données requises pour la Base de données intégrée sur ordinateurs personnels". En conséquence, le Secrétariat a lancé en 1998 un programme d'assistance technique pour la BDI sur PC. Il continuera d'être appliqué et portera sur:

- la diffusion et la formation aux logiciels PC pour l'élaboration des communications;

- l'organisation d'ateliers concernant la BDI sur PC adaptés aux besoins régionaux et/ou nationaux;
- la poursuite de la participation aux séminaires de formation de l'OMC; et
- la poursuite de l'établissement de contacts dans les missions et les capitales.

En 1999, un certain nombre de pays en développement qui n'avaient pas encore communiqué leurs données concernant la BDI ont demandé une assistance pour élaborer leurs communications. Des renseignements sur ces activités seront fournis dans le prochain rapport sur les activités de coopération technique pour 1999.

En 1998 et 1999, la Division des statistiques a participé à des séminaires régionaux conjointement avec d'autres divisions de l'OMC, principalement avec la Division de l'accès aux marchés, et à des séminaires organisés pour les pays les moins avancés. Cette collaboration ayant donné des résultats positifs, il est prévu de la continuer.

Des ateliers portant exclusivement sur des questions relatives à la BDI seront organisés en 2000 et en 2001. Ils s'adresseront aux fonctionnaires chargés de la collecte des données tarifaires et des statistiques d'importation. Plusieurs missions sont mentionnées à l'annexe 1.

3. Accord sur les textiles et les vêtements

En 1998, le Secrétariat a proposé d'adopter, en ce qui concerne la coopération technique dans le domaine des textiles et des vêtements pour la période de planification 1999-2000, l'approche ci-après:

"Les progrès enregistrés, conformément aux dispositions de l'Accord sur les textiles et les vêtements, en ce qui concerne le processus d'intégration du commerce international de ces produits dans le cadre des règles multilatérales, signifient que ce secteur intéressera de plus en plus les pays en développement, y compris les moins avancés d'entre eux. Comme la coopération technique dépend des demandes, le Secrétariat n'est pas encore en mesure de formuler des propositions concernant des missions de coopération technique spécifiques. Toutefois, le Secrétariat est prêt à cet égard à organiser, si la demande lui en est faite, trois séminaires régionaux ou sous-régionaux et trois séminaires nationaux en 1999 et 2000, respectivement, dans les trois grandes régions dans lesquelles se trouvent les pays en développement." (WT/COMTD/W/48)

Les délégations basées à Genève et les fonctionnaires des administrations nationales peuvent également bénéficier d'une assistance et d'une coopération techniques à l'échelon national, qui se poursuivra, à la demande des Membres intéressés.

Cette méthode a donné de bons résultats en 1999, année au cours de laquelle nous avons participé à certains séminaires régionaux et nationaux dans chacune des grandes régions géographiques, et sera conservée en 2000. Il est bien sûr difficile de connaître à l'avance les besoins qui pourraient découler de la prochaine Réunion ministérielle, mais l'approche actuelle paraît être une méthode viable qu'il conviendrait de conserver pour les années ultérieures, sous réserve de toute modification résultant des travaux de la Réunion ministérielle.

4. Accord sur les obstacles techniques au commerce

Un certain nombre de pays en développement Membres, en particulier des pays les moins avancés Membres, ont indiqué qu'ils avaient du mal à sensibiliser les organismes gouvernementaux et

les branches de production nationales à l'Accord OTC et ont demandé une assistance technique sous la forme d'ateliers et de séminaires. En réponse, les séminaires sous-régionaux organisés à l'intention des fonctionnaires chargés de mettre en œuvre l'Accord OTC, de l'information concernant les normes et de la promotion du commerce, tels qu'ils ont été décrits dans le document W/48 pour 1999, se poursuivront probablement. Compte tenu des résultats du premier examen triennal de l'Accord OTC fait en 1997, les séminaires régionaux seront sans doute coordonnés avec d'autres organisations internationales et une attention particulière devrait être portée au développement des ressources humaines et institutionnelles, notamment en ce qui concerne les procédures d'évaluation de la conformité. Lors d'un colloque de l'OMC sur les procédures d'évaluation de la conformité qui a eu lieu les 8 et 9 juin 1999, on a estimé qu'il serait utile que l'OMC puisse contribuer aux activités menées dans le cadre de systèmes régionaux et internationaux pour répondre à l'augmentation de la demande d'assistance technique. Selon la nature des décisions qui seront prises à la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle, d'autres demandes de coopération technique en rapport avec l'Accord OTC pourraient être présentées au Secrétariat.

De plus, l'OMC devrait probablement recevoir une invitation à participer à des activités organisées par d'autres, par exemple, en se fondant sur l'expérience acquise en 1999, par le SADEC, la CESAO, l'OEAE, l'APEC, le CCI et l'ISO.

5. Accords sur les règles

5.1 Activités régionales

Un certain nombre d'activités entreprises en 1996, 1997, 1998 et 1999 avec des institutions financières régionales comme la Banque asiatique de développement (BAsD) et la Banque interaméricaine de développement (BID) ont donné des résultats positifs et démontré l'utilité de la coopération interorganisations. Cette collaboration doit se poursuivre en 2000.

Le projet mis au point en collaboration avec la BID prévoit trois activités pour 2000. Les activités déjà entreprises dans des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont porté sur un nombre important de questions générales et commencent maintenant à approfondir des sujets plus spécifiques. Dans la mesure où les pays recourent davantage aux mesures commerciales correctives, il est devenu nécessaire d'aborder certains aspects de l'application de ce type de mesures comme la détermination du dommage et du lien de causalité et le calcul des marges de dumping et des marges de subventionnement. S'agissant des disciplines concernant les subventions, le Secrétariat prévoit d'organiser un séminaire à l'intention des pays des Caraïbes qui tiendrait compte de la spécificité des petites économies.

Le projet mis au point en collaboration avec la Banque africaine de développement prévoit lui aussi deux activités pour 2000. L'une d'elles consistera à organiser un séminaire spécialisé sur la détermination du dommage qui devrait renforcer les activités entreprises avec les pays les plus avancés dans le domaine des mesures commerciales correctives. L'autre visera à renforcer la capacité des économies asiatiques en transition. La BAD n'ayant pas toujours pu assurer le financement dans le passé, il pourrait être nécessaire d'envisager que ces programmes très importants soient entièrement financés par l'OMC.

5.2 Assistance aux pays

Ce programme permet de fournir une assistance plus spécialisée aux Membres. Les questions devant être abordées dans chaque programme sont déterminées conjointement avec les services gouvernementaux bénéficiaires de l'assistance, de manière à répondre à leurs besoins spécifiques. Certaines demandes auxquelles il n'a pas été possible de répondre en 1999 seront satisfaites en 2000. Il en sera de même pour les programmes visant à aider les pays à élaborer une législation nationale

conforme à l'OMC une fois qu'ils auront pris une décision dans ce sens. Quatre programmes nationaux et deux programmes sur l'application de la loi sont prévus pour 2000. On sait d'expérience que certains Membres ont tendance à ne faire connaître leurs besoins en matière d'assistance technique qu'au dernier moment. Il conviendrait d'en tenir compte pour permettre au Secrétariat de faire face à toute demande urgente qui pourrait lui être présentée tout au long de 2000.

5.3 Autres activités d'assistance

Une activité concernant l'élaboration et l'examen des projets de lois et de règlements sur les mesures commerciales correctives *ad hoc* est également offerte aux Membres. Ce type d'assistance est fourni uniquement à la demande des Membres qui désirent adopter une législation de mise en œuvre. Il est donc difficile de prévoir le nombre de programmes de ce type qui seront mis sur pied dans les deux prochaines années.

5.4 Séminaires sur les règles

Afin d'accroître et de renforcer la participation des pays en développement aux activités des différents comités établis dans le cadre des accords concernant les règles (antidumping, subventions et mesures compensatoires, sauvegardes), et afin d'assurer un plus grand respect des différentes obligations de notification, le Secrétariat poursuivra son assistance sous la forme de séminaires régionaux sur les règles de l'OMC. Pour 2000, le Secrétariat mettra l'accent sur ce type de programmes pour favoriser le processus de renforcement des capacités en Afrique et dans les pays en transition d'Asie du Sud Est et d'Asie centrale. De plus, il pourrait être nécessaire de modifier l'orientation de ces activités en fonction des résultats de la Conférence ministérielle de Seattle.

5.5 Missions concernant les accessions

La Division des règles prévoit de poursuivre ses activités d'assistance en faveur des pays accédants. Il s'agit de préciser les droits et obligations relatifs aux règles qu'assument les pays au moment de leur accession à l'OMC. Il est difficile d'estimer le nombre de missions qui seront réalisées dans ce domaine, car elles ne sont organisées qu'à la demande du groupe de travail de l'accession d'un pays ou à la demande du pays accédant.

6. Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

Les pays en développement Membres devraient avoir mis leur régime de propriété intellectuelle en conformité avec les obligations découlant pour eux de l'Accord sur les ADPIC au 1^{er} janvier 2000. La mise en œuvre par ces Membres de l'Accord sur les ADPIC sera examinée par le Conseil des ADPIC en 2000 et en 2001, ce qui signifie que, pour ce qui est de ce groupe de pays, il s'agira de plus en plus de les aider à participer pleinement au fonctionnement du Conseil des ADPIC, notamment à satisfaire aux obligations de procédures prévues par l'Accord, en particulier celles ayant trait aux notifications et aux examens, et aux autres mécanismes et processus de l'OMC liés aux ADPIC, y compris à la suite de la Conférence de Seattle. Cependant, on peut s'attendre à ce qu'il y ait toujours un besoin permanent d'assistance en ce qui concerne le processus de mise en œuvre, qu'il s'agisse des normes fondamentales ou des moyens de faire respecter les droits, notamment dans les domaines de la formation et de la sensibilisation du public.

S'agissant des pays les moins avancés Membres, le Secrétariat continuera de les aider à comprendre les droits et les obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC afin de leur permettre de déterminer les modifications qu'ils devraient apporter à leur législation, les aménagements des institutions qui pourraient être nécessaires et les autres prescriptions auxquelles ils devraient envisager de satisfaire, et à former du personnel, tant à ces fins que pour la mise en œuvre effective d'une législation conforme à l'Accord sur les ADPIC dans les domaines des normes et des moyens de faire

respecter les droits. Le Secrétariat continuera d'accorder la priorité à l'assistance aux pays les moins développés.

La coopération technique offerte par le Secrétariat est essentiellement fonction de la demande, dans la limite des ressources disponibles. Les principales formes de coopération techniques relatives à l'Accord sur les ADPIC sont les renseignements et conseils fournis aux Membres à Genève, les séminaires et ateliers organisés à l'intention des pays en développement, les missions techniques auprès des différents Membres, et, dans une moindre mesure, les conférences d'ONG.

Le Secrétariat tient à ce qu'il y ait une complémentarité et une coopération avec d'autres organisations intergouvernementales. À cet égard, il compte poursuivre son étroite collaboration avec l'OMPI en matière de coopération technique.

L'aptitude du Secrétariat à répondre à la demande d'assistance, que ce soit directement ou dans le cadre de la coopération avec l'OMPI et d'autres organisations intergouvernementales, a été limitée en raison de l'insuffisance du personnel et des ressources financières disponibles. Il faudra peut-être réexaminer les activités liées à l'Accord sur les ADPIC énumérées à l'annexe 1 à la lumière des éventuelles décisions futures prises par les Membres sur cette question.

7. Accord général sur le commerce des services

Les activités de coopération technique dans le domaine des services devraient comporter cinq grands volets: i) interprétation des règles, lignes directrices et disciplines de l'AGCS; ii) mise en œuvre des engagements en vigueur; iii) activités normatives en cours (mesures de sauvegarde d'urgence, subventions, marchés publics) et négociations sur les nouvelles disciplines (réglementation intérieure); iv) facilitation du processus d'accession; et v) préparation du nouveau cycle de négociation concernant les services qui doit commencer en janvier 2000. Ces activités sont bien entendu étroitement liées. Par exemple, l'interprétation des règles et engagements en vigueur permettra aux Membres actuels de mettre en évidence les domaines éventuels de négociation future et/ou aidera les pays accédants à définir des stratégies de négociation et d'ajustement lors du processus d'accession. Les craintes suscitées précédemment par le fait que l'augmentation du nombre des demandes de coopération technique, liée au nombre d'accessions récentes et au nouveau cycle, puisse se heurter au manque de ressources se sont concrétisées au cours de l'année 1999. Il demeure donc important que les demandes d'assistance soient transmises dans les meilleurs délais et qu'elles soient coordonnées, toutes les fois que cela est possible, dans le cadre des structures actuelles de coopération commerciale et économique régionale.

Tout en étant principalement fonction de la demande, l'assistance technique dans le domaine des engagements en vigueur continuera probablement d'être axée sur les résultats des négociations sur les télécommunications de base et sur les services financiers. Ces activités s'inscrivent dans une perspective de plus long terme, notamment pour les pays qui ont pris des engagements préalables devant être progressivement mis en œuvre au cours des prochaines années. Comme par le passé, la coopération technique est destinée à permettre aux pays en développement de participer effectivement aux négociations en cours au titre des articles VI:4, X, XIII et XV de l'AGCS et aux travaux actuels du Comité des engagements spécifiques (questions liées à l'établissement des listes et questions concernant la classification sectorielle).

L'assistance accordée aux pays engagés dans le processus d'accession vise généralement à fournir des renseignements sur les principes et la structure de l'Accord, ses principales dispositions, et les obligations qui découlent de l'inscription d'engagements dans les listes. Le Secrétariat a accompli diverses missions auprès des pays accédants en 1999, et, comme les administrations concernées continuent de se montrer très intéressées, il recevra probablement des demandes additionnelles.

À l'approche du lancement du nouveau cycle, le Secrétariat s'engage, dans la mesure où ses ressources le lui permettent, à aider les pays en développement à se préparer et à y participer activement; pour cela, ils devront définir leurs propres intérêts dans les différents secteurs et modes de fourniture des services et interpréter les éventuelles demandes de leurs partenaires commerciaux et y répondre judicieusement.

Comme par le passé, une assistance sera accordée sous la forme de missions dans différents pays et de séminaires régionaux à l'intention de pays dont la situation économique et institutionnelle est semblable. Les missions dans les pays aident à familiariser les représentants de tous les ministères et organismes intéressés avec les dispositions pertinentes de l'AGCS, mais les séminaires régionaux sont un moyen particulièrement économique, tant financièrement qu'au niveau des ressources humaines, de faire connaître à certains pays participants les principales caractéristiques de l'Accord. Afin de faciliter la planification, il faut que les éventuels pays d'accueil de ces séminaires fassent part à l'avance de leur intérêt.

8. Commerce et environnement

En 2000, la Division du commerce et de l'environnement prévoit de poursuivre la série de séminaires régionaux sur le commerce et l'environnement qu'elle a organisée à l'intention des pays en développement, des pays les moins avancés et des pays en transition. Un séminaire régional qui devait avoir lieu à Malte et a été reporté pourrait être organisé au début de 2000 à l'intention des pays de la Méditerranée et du Moyen-Orient; il serait suivi par des séminaires destinés à l'Asie, l'Afrique francophone, l'Afrique anglophone, l'Europe centrale et orientale et l'Asie centrale, l'Amérique centrale et l'Amérique latine hispanophone, et aux Caraïbes, ce qui porterait à sept le nombre total de séminaires régionaux organisés en 2000. Comme de coutume, les représentants des Ministères du commerce et des Ministères de l'environnement seront invités à y assister. Ces séminaires auront pour objet d'examiner plus à fond les renseignements déjà fournis lors des séminaires régionaux antérieurs concernant les discussions en cours et les règles du GATT/de l'OMC pertinentes en matière de commerce et d'environnement. Des questions préoccupant particulièrement différentes régions, telles que l'incidence des programmes d'éco-étiquetage sur l'accès aux marchés ou les avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et des distorsions des échanges, seront traitées.

Ayant reçu de multiples demandes d'assistance technique concernant la préparation des pays en développement à la Conférence ministérielle de l'OMC en 1999, la Division du commerce et de l'environnement s'attend à une augmentation de la demande de séminaires de coopération technique organisés par des organisations intergouvernementales comme les commissions économiques régionales de l'ONU, la CNUCED et le PNUE, tant à l'échelon régional que national. À en juger d'après l'expérience, la Division devrait recevoir d'autres demandes de séminaires internationaux conjoints à l'intention des pays en développement sur les politiques liées au commerce dans certains secteurs ou sur des thèmes particuliers, comme ceux portant sur les questions environnementales multilatérales traitées par d'autres organisations. On sait également d'expérience qu'il sera aussi demandé à l'OMC de participer à des activités entièrement organisées par d'autres.

9. Programme intégré conjoint d'assistance technique pour certains des pays les moins avancés et d'autres pays africains (JITAP)

Au début de 1996, l'OMC a lancé, en collaboration avec la CNUCED et le Centre du commerce international, un Programme intégré conjoint d'assistance technique pour certains des pays les moins avancés et d'autres pays africains. L'objectif est d'aider les pays les moins avancés et d'autres pays africains à développer et diversifier leur commerce et à s'intégrer dans le système commercial multilatéral.

Un fait nouveau important est l'établissement d'un fonds d'affectation spéciale conjoint CCI/CNUCED/OMC, alimenté par les contributions volontaires d'un certain nombre de pays donateurs, qui a donné une assise financière durable à ce programme pour 1999 et au-delà. Le contenu de ce programme a été présenté au Comité du commerce et du développement à sa 25^{ème} session.

Les activités menées au titre de ce programme se poursuivront en 2000, conformément aux documents relatifs au projet et au plan de mise en œuvre des pays, sur la base des groupes d'activités du JITAP.

10. Pays les moins avancés

Ainsi qu'il en a été convenu pendant la Réunion de haut niveau sur les pays les moins avancés qui s'est tenue en octobre 1997, six organisations principales (FMI, CCI, PNUD, CNUCED, Banque mondiale et OMC) collaborent avec les PMA afin de coordonner leurs programmes d'assistance commerciale dans le contexte du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés. Le prochain rapport sur la coopération technique qui sera présenté au Comité du commerce et du développement au début de 2000 contiendra des renseignements sur les activités entreprises en 1999. Le contenu du Cadre intégré a été présenté au Comité du commerce et du développement à sa 25^{ème} session.

Afin de faciliter la mise en œuvre du Cadre intégré, l'unité administrative du Cadre intégré au CCI a créé un site Web (www.ldcs.org) pour en faire à la fois un outil de gestion pour les six organisations et un outil de communication pour les parties prenantes au processus. Par ailleurs, ce site sert de moyen de communication entre les organisations, les pays les moins avancés et les partenaires participant à leur développement aux niveaux multilatéral, régional et bilatéral. Il fournit également, entre autres choses, des renseignements généraux sur le Cadre intégré et les communications d'autres partenaires de développement sont les bienvenues.

Même si les progrès à ce jour ont été lents, on s'attend à un renforcement significatif du Cadre intégré dans un proche avenir. Des tables rondes seront organisées dans quatre PMA avant la fin de 1999. On peut s'attendre à ce que certaines activités soient entreprises en 2000 dans le cadre de la mise en œuvre du programme découlant de ces tables rondes, et d'autres tables rondes, également en 2000, sont en préparation. Il est également prévu d'organiser des séminaires régionaux et des stages de politique commerciale de courte durée pour faire suite à la Réunion de haut niveau et compléter les activités menées dans les pays. Ces activités sont indiquées à l'annexe 1. D'autres activités éventuellement décidées seront mises en route en temps opportun.

11. Accessions

Les exigences pesant sur les négociations d'accession en général, tant pour les groupes de travail existants que pour ceux qui seront éventuellement établis, deviendront plus fortes et plus complexes. À compter de la fin de 1999 et au-delà, l'attention des Membres se portant de plus en plus sur les nouvelles négociations à l'OMC, les négociations d'accession devront tenir compte des questions débattues dans le cadre des négociations multilatérales. C'est pourquoi les besoins et demandes d'assistance technique des gouvernements accédants devraient augmenter au cours de cette période, et il sera demandé au Secrétariat d'y répondre dans toute la mesure du possible.

Le Secrétariat axera essentiellement ses activités d'assistance technique relatives aux accessions sur des pays qui en sont au tout début du processus comme le Népal, le Bhoutan, la République démocratique populaire lao, le Cambodge, le Soudan, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, l'Azerbaïdjan et le Liban. Il continuera également d'apporter une assistance technique à l'accession de grands pays tels que le Viet Nam, la Russie, l'Ukraine et

l'Arabie saoudite. Étant donné que les négociations concernant l'accèsion de ces pays se dérouleront parallèlement aux négociations commerciales multilatérales, il faut s'attendre à ce que les activités commencées en 2000 se poursuivent en 2001 et en 2002.

12. Règlement des différends

12.1 Le Secrétariat continuera d'organiser au siège de l'OMC des stages spéciaux de formation sur les procédures de règlement des différends. Trois de ces stages sont prévus pour 2000. Des stages peuvent également être organisés sur demande dans les pays.

12.2 Le Secrétariat organise aussi régulièrement des stages de formation sur le règlement des différends (introduction) et des stages de formation avancée sur le règlement des différends, sur une base nationale, sous-régionale ou régionale. Ces stages sont très prisés parce qu'ils permettent aux participants non seulement de comprendre concrètement les pratiques et procédures du processus de règlement des différends de l'OMC, mais aussi de se reporter à tous les Accords de l'OMC comme dans des cas réels où ils peuvent être invoqués par le plaignant ou par le défendeur.

Compte tenu de la forte demande de participation à ces cours, le Secrétariat a l'intention de poursuivre, en fonction des fonds disponibles, le programme d'ateliers régionaux et sous-régionaux destiné à former des fonctionnaires des pays en développement aux règles et procédures régissant le règlement des différends. Un élément spécial sur le règlement des différends montrant comment ce règlement relie tous les Accords de l'OMC est également prévu dans les activités organisées spécifiquement à l'intention des pays les moins avancés.

12.3 Le Secrétariat continuera de fournir une aide juridique spécialisée aux pays en développement et aux pays les moins avancés, conformément à l'article 27:2 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends.

13. Mécanisme d'examen des politiques commerciales

Le Mécanisme d'examen des politiques commerciales est de plus en plus considéré comme ayant une composante d'assistance technique importante, particulièrement pour les pays moins développés et les petites économies en développement vulnérables. Il contribue à donner au Membre concerné une vue d'ensemble de son économie et du rôle que jouent le commerce et les politiques liées au commerce dans le développement durable. Il aide souvent à cerner les problèmes posés par la mise en œuvre des obligations contractées dans le cadre de l'OMC et contribue à mettre en évidence d'autres besoins en matière d'assistance technique et à les classer par ordre de priorité, par exemple dans le domaine de l'évaluation en douane et des procédures douanières et des ADPIC. Le récent rapport sur l'évaluation du fonctionnement du mécanisme soumis aux Ministres a proposé que les participants au Cadre intégré prennent connaissance de l'examen des politiques commerciales des Membres concernés. La Conférence ministérielle de Singapour a également insisté sur l'importance que revêtaient les examens pour les PMA. Depuis lors, sept PMA ont fait l'objet d'un examen et les Membres ont considéré que ces examens étaient importants du point de vue de l'assistance technique. Dans le rapport aux Ministres, les Membres ont estimé qu'il importait, notamment en raison de cet aspect, que tous les PMA fassent l'objet d'un examen dès que possible. On cherchera donc à englober dans le programme des examens des prochaines années le plus possible de PMA et de petites économies vulnérables, ce qui contribuera à leur intégration dans le système commercial multilatéral.

14. Autres questions

14.1 Investissement, politique de la concurrence et marchés publics

Le paragraphe 22 de la Déclaration ministérielle de Singapour dispose que les pays en développement Membres, et en particulier les moins avancés d'entre eux, pourront utiliser le programme de coopération technique du Secrétariat pour pouvoir participer plus facilement aux travaux des nouveaux groupes institués au titre des paragraphes 20 et 21 chargés d'examiner les liens entre commerce et investissement, l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence et la transparence des marchés publics. Il convient également de noter que plusieurs des propositions faites à ce sujet dans le cadre des travaux préparatoires de la troisième Conférence ministérielle font ressortir l'importance de la coopération technique, aussi bien pour faciliter l'entière participation à toute négociation ou toute autre activité éventuelle que pour aider à mettre en œuvre tout arrangement qui pourrait découler de ces activités.

Compte tenu de ce qui précède, le Secrétariat estime nécessaire de prévoir un renforcement de ses capacités de coopération technique dans ce domaine, ce qui nécessitera bien entendu la mise à disposition des ressources nécessaires, notamment pour la division compétente. Le Secrétariat disposant de ressources limitées, la coopération avec d'autres organisations intergouvernementales revêt une importance particulière, de même que le recours à des experts de l'extérieur. Cette coopération s'adresse non seulement aux fonctionnaires des capitales qui pourront assister à des colloques mais également aux délégations basées à Genève pour lesquelles des activités seront organisées dans la région genevoise.

- a) Investissement. En 2000, l'OMC prévoit d'organiser conjointement avec d'autres organisations intergouvernementales deux séminaires sur l'investissement à l'intention des délégations basées à Genève. Le Secrétariat prévoit également de participer à des conférences, à des séminaires et à d'autres activités sur le commerce et l'investissement organisées par d'autres institutions.
- b) Politique de la concurrence. Il est prévu d'organiser deux séminaires à l'intention des délégations basées à Genève et deux séminaires régionaux, conjointement avec d'autres organisations intergouvernementales. Le Secrétariat prévoit également de participer à des conférences, à des séminaires et à d'autres activités sur la politique de la concurrence organisés par d'autres institutions.
- c) Marchés publics. Le Secrétariat prévoit de participer à un certain nombre d'activités, dont des séminaires régionaux, des conférences, etc. sur les marchés publics organisés par d'autres institutions.

14.2 Procédures et obligations en matière de notification

Le Secrétariat continuera de répondre aux demandes d'assistance concernant les procédures et les obligations en matière de notification. Comme par le passé, en 2000, un atelier sur les procédures et les obligations en matière de notification sera organisé à Genève à l'intention des délégations établies dans cette ville. Le Manuel sur les procédures et les obligations en matière de notification sera mis à jour en conséquence et diffusé aussi largement que possible parmi les gouvernements Membres intéressés.

De plus, un module sur ces questions continuera d'être utilisé dans les séminaires et ateliers de l'OMC qui seront organisés aux niveaux national, sous-régional et régional.

Une page Web a été créée sur le site officiel de l'OMC pour faciliter les contacts entre les fonctionnaires des capitales et les experts de l'OMC en matière de notification (www.wto.org/wto/tct/tctdnot.htm). Une version du Manuel sur CD-ROM est aussi à l'étude.

14.3 Coopération avec des universités de pays en développement

Afin de contribuer au renforcement des capacités humaines et institutionnelles des pays en développement, le Secrétariat de l'OMC a décidé de coopérer, sur demande, avec des universités de pays en développement pour mettre au point un stage de commerce international. L'OMC apportera son aide aux universités en leur fournissant les documents de l'OMC nécessaires, notamment des CD-ROM, des matériels didactiques (transparents, études de cas et résumés, etc.) et fera le nécessaire pour que les fonctionnaires de l'OMC qui se trouvent dans le pays à l'occasion d'une mission de coopération technique ou d'une mission officielle puissent visiter les universités.

15. Activités faisant appel aux technologies de l'information

Les technologies de l'information sont de plus en plus employées dans les activités de coopération technique afin de mettre au point de nouveaux instruments plus efficaces et plus économiques pour la fourniture de l'assistance. Les outils des technologies de l'information sont utilisés à plusieurs fins: i) diffusion de l'information (sites Web et publications électroniques); ii) amélioration des communications (courriers électroniques et forums en ligne); iii) fourniture de l'assistance technique (enseignement à distance, vidéoconférence). La liste ci-après met en relief certaines des initiatives récentes et décrit les activités envisagées dans ce domaine de 2000 à 2002.

15.1 Centres de référence de l'OMC

Étant donné que c'est du côté des destinataires que la diffusion de l'information devient une activité critique pour les Membres qui ne disposent pas des moyens de recherche adéquats et à la suite d'une étude des besoins réalisée en juillet 1996 dans le cadre du Programme intégré conjoint d'assistance technique (JITAP), le Secrétariat a décidé d'intégrer, lors de la création des centres de référence de l'OMC sur le système commercial multilatéral, l'utilisation d'outils informatiques pour aider les décideurs des pays en développement et des pays les moins avancés à mieux comprendre et à mieux utiliser les règles et mécanismes de l'OMC. À cette fin, on a acheté les ordinateurs et des équipements nécessaires pour assurer la connexion à l'Internet et on a organisé des sessions de formation sur les moyens d'accéder aux ressources d'information liées au commerce disponibles sur Internet et sur CD-ROM à l'intention de fonctionnaires gouvernementaux.

Les centres de référence de l'OMC ont pour mission de servir les ministères et départements gouvernementaux du pays dans lequel ils sont implantés. Ils disposent de personnes spécialement formées pour aider les utilisateurs à naviguer sur le Web et en particulier à consulter les sites et publications électroniques de l'OMC, à télécharger des documents, à envoyer et recevoir du courrier électronique, et à recourir aux moteurs de recherche pour obtenir des informations sur des points particuliers. Au titre de sa contribution au Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce apportée aux PMA, l'OMC a intensifié les créations de centres de référence. Le réseau des centres de référence de l'OMC qui couvre plus de 60 pays les moins avancés et autres pays en développement continuera de se développer, en particulier dans l'intérêt des petites économies en développement.

15.2 Site Web de l'OMC (www.wto.org)

Le site officiel de l'Organisation mondiale du commerce est un site trilingue (anglais, espagnol et français) qui renferme une masse considérable d'informations (plus de 15 000 pages) concernant les règles et mécanismes du système commercial multilatéral, les nouvelles récentes sur le sujet, les textes juridiques de l'OMC, l'évolution du commerce international, le calendrier des réunions

et une base de documents, la BDD, qui donne accès à plus de 70 000 documents de travail de l'OMC. L'accès aux documents à distribution restreinte et à l'information confidentielle est limité aux seuls Membres et est protégé par un mot de passe.

Le site est visité par des usagers de quelque 150 pays, dont un nombre croissant de personnes de pays les moins avancés et de pays en développement. Actuellement, plus de 200 000 personnes se connectent au site de l'OMC chaque mois et téléchargent un volume considérable de documents et de données (l'équivalent de 60 millions de pages de texte par mois). Dans les prochaines semaines, une nouvelle structure plus facile à utiliser sera mise en place et, au cours de l'année prochaine, un moteur de recherche plus performant sera intégré. Par ailleurs, un guide d'utilisation du site Web de l'OMC sur CD-ROM sera édité et distribué aux Membres de l'OMC.

15.3 Site Web de l'ITD (www.itd.org)

Le projet Technologies de l'information pour le développement est une initiative commune de l'OMC et de l'Institut de la Banque mondiale. Dans le cadre de ce projet, un site spécialisé a été créé qui est expressément axé sur le développement économique et social et ses relations avec le commerce. Il offre des informations, des études et des commentaires sur ces questions sous la forme d'études de cas et de guides interactifs ainsi que la possibilité d'échanger des idées par le biais de conférences en ligne. Ce site devrait être particulièrement intéressant pour les fonctionnaires des pays en développement ayant à traiter des aspects économiques et sociaux des politiques commerciales.

En 1999, le site Web de l'ITD a également été utilisé pour afficher les documents présentés pendant plusieurs colloques organisés par l'OMC afin de permettre aux fonctionnaires des capitales ainsi qu'à d'autres parties intéressées d'avoir accès au moins à la documentation distribuée pendant ces manifestations.

Le développement et le renforcement du site commerce et développement de l'OMC/Banque mondiale se poursuivront en 2000 et au-delà.

15.4 Enseignement à distance

a) *L'OMC: un cours de formation.* Le Secrétariat a réalisé un programme de formation informatisé sur l'Organisation mondiale du commerce qui est désormais accessible sur le site Web de l'OMC. Ce programme reprend la structure d'un séminaire général et couvre tous les thèmes normalement traités par la Division de la coopération technique dans un séminaire de quatre à cinq jours. Il comprend dix modules. Chacun des neuf premiers modules correspond à une séance de trois à quatre heures et comprend des phases de révision fondées sur la technique de la "foire aux questions" (FAQ). Le dernier module reprend l'Acte final ainsi que d'autres textes fondamentaux de l'OMC.

b) Ce programme est constitué de deux composantes interdépendantes: i) un ensemble de 350 "transparents". Chaque transparent comporte un titre et un certain nombre de puces qui sont autant de zones sensibles. Les transparents sont groupés en unités et en sections, qui constituent la structure des modules. Ces transparents sont disponibles en ligne en anglais, espagnol et français; ii) un "livre" qui renferme une brève explication pour chacune des puces figurant sur les transparents. Il n'est pour l'instant disponible qu'en anglais, mais sa traduction en espagnol et en français sera disponible avant la fin de l'année. D'ici 2000, le Secrétariat en fera un CD-ROM qui sera diffusé comme documentation électronique. Les informations enregistrées sur les CD-ROM pourront également être présentées sur support papier, c'est-à-dire sous la forme d'un "livre" et d'une série de transparents.

c) *Série de didacticiels.* L'objet de cette initiative est de transférer sur CD-ROM l'ensemble des thèmes traités dans les stages de politique commerciale de l'OMC. Ces didacticiels s'adressent aux fonctionnaires des pays en développement chargés des questions commerciales ainsi qu'aux autres personnes intéressées qui n'ont pas la possibilité de participer aux stages. Les CD-ROM leur permettront d'avoir accès à la documentation mise au point par les experts de l'OMC pour les stages. La présentation fait appel aux techniques du multimédia, combinant données textuelles et séquences audio et vidéo selon une démarche pédagogique interactive. Chaque module est accompagné d'un test par le moyen duquel l'étudiant et l'instructeur pourront évaluer le degré d'assimilation des connaissances présentées. Le Secrétariat vient d'achever la mise au point du premier module sur l'Accord sur les textiles et les vêtements qui reprend la matière de trois heures de cours et est disponible dans les trois langues de travail de l'OMC. En 2000, il éditera deux nouvelles séries de didacticiels, sur l'Accord SPS et l'Accord sur les ADPIC respectivement.

15.5 Vidéoconférence

La vidéoconférence est un instrument efficace qui peut être utilisé pour permettre une communication interactive entre les experts de l'OMC basés au siège et les fonctionnaires en poste dans les capitales ou d'autres institutions ou personnes intéressées.

Par exemple, grâce au réseau Internet, le programme de formation de l'OMC disponible sur le site Web de l'OMC, mentionné plus haut, permet à l'utilisateur hors siège d'entrer en communication interactive avec des experts basés à Genève par le courrier électronique ou, si le pays dispose du matériel informatique voulu, en temps réel par échange direct.

Grâce à des liaisons vidéo de haute qualité, la vidéoconférence peut être utilisée pour des consultations sans quitter le siège ainsi que pour compléter, à partir de Genève, des équipes qui sont déjà sur le terrain. Ce système pourrait aussi, à plus long terme, permettre d'organiser des activités à l'échelon régional sans qu'aucun des participants n'ait besoin de quitter son pays ni qu'aucun expert n'ait à quitter Genève. Il faudrait évaluer les capacités existantes et prévues en matière de vidéoconférence dans le monde, et une petite salle de réunion équipée du matériel approprié a été prévue au Secrétariat. Ce dispositif a déjà été utilisé en 1998 et continuera de l'être en 1999 et au-delà.

Années 2001-2002

1. Accord sur l'agriculture et Accord SPS

En 2001 et 2002, le Secrétariat poursuivra ses activités d'assistance technique en s'attachant essentiellement aux problèmes spécifiques de tel ou tel pays et à la mise en œuvre pratique des accords (évaluation des risques; équivalence; méthode de production (système HACCP); points d'information, etc.). Il est envisagé d'organiser ou de participer à environ six séminaires nationaux ou régionaux, deux en Afrique, deux en Asie et deux dans la région d'Amérique centrale/du Sud. On s'attend à ce que des pays africains demandent une assistance technique plus poussée en ce qui concerne la mise en œuvre pratique de l'Accord SPS. Comme auparavant, le secteur privé sera encouragé à participer à ces activités.

2. Questions concernant l'accès aux marchés

2.1 Listes tarifaires

Le Secrétariat devra continuer d'aider un certain nombre de pays en développement d'Afrique, de la région Asie/Pacifique, de l'Amérique centrale et latine et des Caraïbes à transposer leurs listes antérieures au Cycle d'Uruguay dans le Système harmonisé et notamment à introduire les modifications du SH96. Les besoins d'assistance seront probablement du même ordre qu'en 1999. L'assistance consistera également à établir des listes codifiées sur feuillets mobiles de concessions tarifaires pour un certain nombre de pays en développement.

2.2 Accord sur l'évaluation en douane

La période pendant laquelle 21 autres pays en développement ont été autorisés à différer l'application des dispositions de l'Accord arrivera à expiration en 2000 ou au début de 2001. Pour aider ces pays, le Secrétariat devra prendre des mesures similaires à celles qui ont été prévues pour 1998 à l'échelon régional ou dans le cadre d'une action individuelle.

2.3 Accord sur les règles d'origine

Si le programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine est arrêté, il est très probable qu'un grand nombre de pays en développement demanderont une assistance pour le mettre en œuvre en 2000 et pendant les années suivantes. Il faudra aussi aider certains petits pays en développement qui en font la demande expresse à comprendre les questions techniques en jeu dans les négociations.

2.4 Base de données intégrée sur ordinateurs personnels

Poursuite des activités indiquées pour 2000.

3. Accord sur les textiles et les vêtements

Poursuite des activités indiquées pour 2000.

4. Accord sur les obstacles techniques au commerce

Poursuite des activités indiquées pour 2000.

5. Règles

Poursuite des activités indiquées pour 2000.

6. Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

Le Secrétariat se propose de faire en sorte que ses activités de coopération technique suivent dans l'ensemble les mêmes principes qu'en 2000.

7. Accord général sur le commerce des services

Le Secrétariat s'attend à ce que les demandes d'assistance technique continuent d'augmenter avec le lancement du nouveau cycle de négociations sur les services. Il se peut que les pays demandent une assistance spécialisée dans certains domaines où il est probable que se produise une libéralisation et/ou dans lesquels il leur faut préciser leur propre position. Les activités de soutien dans ce contexte peuvent prendre diverses formes, portant plus particulièrement, par exemple, sur le cadre juridique dans lequel les négociations se déroulent, sur les conditions économiques et institutionnelles des secteurs visés et/ou sur l'expérience en matière de libéralisation accumulée par des pays comparables dans la même région ou la même tranche de revenus. Par ailleurs, avec l'achèvement de divers processus d'accession, les nouveaux Membres demanderont probablement des séminaires supplémentaires pour leur personnel. D'autres demandes devraient émaner de participants aux accords d'intégration économique régionale qui sont en train de se préparer aux négociations relatives aux dispositions pertinentes de l'AGCS.

Si les ressources se révèlent insuffisantes, il se peut que le Secrétariat ait à s'enquérir auprès des Membres de leurs priorités.

8. Programme intégré conjoint d'assistance technique pour certains des pays les moins avancés et d'autres pays africains

Poursuite des activités indiquées pour 2000.

9. Commerce et environnement

Les activités de coopération technique du Secrétariat dans ce domaine se poursuivront, sous réserve des décisions que prendront les Membres sur les travaux qu'il faudrait entreprendre à l'OMC.

10. Pays les moins avancés

Poursuite des activités indiquées pour 2000.

11. Accessions

Poursuite des activités indiquées pour 2000.

12. Règlement des différends

Poursuite des activités indiquées pour 2000.

13. Mécanisme d'examen des politiques commerciales

Poursuite des activités indiquées pour 2000.

14. Autres questions

14.1 Investissement, politique de la concurrence et marchés publics

Le Secrétariat se propose de faire en sorte que ses activités de coopération technique suivent dans l'ensemble les mêmes principes qu'en 2000, sous réserve de toute décision prise par les Membres de l'OMC à la troisième Conférence de Seattle concernant les travaux qu'il faudrait entreprendre à l'OMC.

14.2 Procédures et obligations en matière de notification

Le Secrétariat continuera à répondre aux demandes d'assistance concernant les procédures et les obligations en matière de notification.

15. Activités faisant appel aux technologies de l'information

Développement des activités indiquées pour 2000.

Observations finales

Les activités de coopération technique ne cessent d'évoluer. Elles doivent constamment être adaptées, entre autres choses, aux besoins des pays bénéficiaires, au stade de mise en œuvre des Accords de l'OMC, aux exigences découlant des nouvelles négociations et, de manière générale, à tout autre élément nouveau qui peut affecter le système commercial multilatéral.

Les besoins dans le domaine de la coopération technique, en 2000 et plus encore en 2001, seront probablement déterminés, parmi de nombreuses autres considérations, par trois facteurs spécifiques: premièrement, l'expiration, pour certains pays en développement, des périodes de transition accordées pour la mise en œuvre intégrale de certains accords; deuxièmement, les processus d'examen et de négociations éventuelles à entreprendre conformément au programme "incorporé" de l'Acte final du Cycle d'Uruguay qui prévoit, entre autres choses, la libéralisation progressive du commerce des services et la poursuite du processus de réforme du commerce international des produits agricoles; et troisièmement, les décisions que prendront les Membres concernant les travaux futurs de l'OMC à la troisième Conférence ministérielle.

Le Secrétariat devra tenir compte de ces réflexions dans l'élaboration future de son programme de coopération technique pour 2001 et 2002.

ANNEXE 1

ACTIVITÉS PRÉVUES POUR LES PAYS AFRICAINS

Missions de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Exécution	Pays participants Observations
1.	(Premier trimestre 2000) [.....] Séminaire régional OTC, notamment procédures d'évaluation de la conformité à l'intention des pays africains et du Moyen-Orient	OMC/autres organisations internationales	[.....]		TED	
2.	(Deuxième trimestre 2000) [.....] Séminaire régional Commerce et environnement à l'intention des pays africains anglophones	OMC	[.....]		TED	
3.	(Deuxième trimestre 2000) [.....] Séminaire régional Commerce et environnement à l'intention des pays africains francophones	OMC	[.....]		TED	
4.	(An 2000) <u>Nigéria</u> Séminaire régional L'OMC et le système commercial multilatéral à l'intention des États de l'Afrique de l'Ouest anglophones (ACP)	OMC/Secrétariat ACP	Néant	Commission européenne/Fonds ACP	TCD	
5.	(An 2000) <u>Éthiopie</u> Séminaire régional Suite à donner à la Conférence ministérielle de Seattle à l'intention des pays de l'OUA – Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD	
6.	(An 2000) <u>Nigéria</u> Séminaire régional Suite à donner à la Conférence ministérielle de Seattle à l'intention des pays de la CEDEAO	OMC	[.....]		TCD	
7.	(An 2000) <u>Botswana</u> Séminaire national Suite à donner à la Conférence ministérielle de Seattle	OMC	[.....]		TCD	
8.	(An 2000) <u>Maurice</u> Séminaire régional Suite à donner à la Conférence ministérielle de Seattle à l'intention des pays de la SADC	OMC	[.....]		TCD	

Missions de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Exécution	Pays participants Observations
9.	(An 2000)	<u>Sierra Leone</u> Mission technique Établissement d'un centre de référence de l'OMC – Suite à donner à la Réunion de haut niveau	OMC	Fonds d'affectation spécial de la Norvège (PC); Fonds de soutien aux programmes		ISD, IMRD	
10.	(An 2000)	<u>Zambie</u> Séminaire régional Suite à donner à la Conférence ministérielle de Seattle à l'intention des pays du COMESA – Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD	
11.	(An 2000)	<u>Gabon</u> Séminaire régional L'OMC et le système commercial multilatéral à l'intention des Membres de la CEMAC	OMC	[.....]		TCD	
12.	(An 2000)	[... AFRIQUE...] Séminaire régional L'OMC et le système commercial multilatéral à l'intention des États francophones d'Afrique centrale (ACP)	OMC/Secrétariat ACP	Néant	Commission européenne/Fonds ACP	TCD	
13.	(An 2000)	<u>Afrique du Sud</u> [Séminaire national] L'OMC et le système commercial multilatéral – Agriculture, SPS, OTC, ADPIC, négociations commerciales futures	OMC/Gouvernement sud-africain	[.....]	Gouvernement sud-africain	TCD	
14.	(An 2000)	[... AFRIQUE...] Séminaire régional L'OMC et le système commercial multilatéral à l'intention des États de l'Afrique australe (ACP)	OMC/Secrétariat ACP	Néant	Commission européenne/Fonds ACP	TCD	
15.	(An 2000)	<u>Togo</u> Séminaire régional Règles à l'intention des PMA francophones; Base de données intégrée - Cadre intégré	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni; Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		TCD, Stat.D	Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Tchad, Togo
16.	(An 2000)	<u>Tanzanie</u> Séminaire régional Règles (sauvegardes, subventions, antidumping) et Base de données intégrée à l'intention des PMA anglophones – Cadre intégré	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Royaume-Uni; Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		TCD, Stat.D	Cambodge, Érythrée, Éthiopie, Îles Salomon, Kiribati, Lesotho, Malawi, Maldives, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Ouganda, République démocratique populaire lao, Samoa occidentale, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tuvalu, Vanuatu, Zambie

Missions de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Exécution	Pays participants Observations
17.	(An 2000)	<u>Togo</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral – Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD	
18.	(An 2000)	<u>Côte d'Ivoire</u> Séminaire régional L'OMC et le système commercial multilatéral à l'intention des États francophones d'Afrique de l'Ouest (ACP)	OMC/Secrétariat ACP	Néant	Commission européenne/Fonds ACP	TCD	
19.	(An 2000)	<u>Nigéria</u> Mission technique Établissement d'un centre de référence de l'OMC	OMC	[.....]		TCD	
20.	(An 2000)	<u>Cameroun</u> Séminaire national Suite à donner à la Conférence ministérielle de Seattle	OMC	[.....]		TCD	
21.	(An 2000)	<u>Cameroun</u> Mission technique Établissement d'un centre de référence de l'OMC	OMC	[.....]		TCD	
22.	(An 2000)	<u>Mozambique</u> Séminaire national Table ronde nationale relative au commerce - Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD	
23.	(An 2000)	<u>Niger</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral Sujets spécialisés - Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD	
24.	(An 2000)	<u>Côte d'Ivoire</u> Séminaire régional Accès aux marchés à l'intention des pays de l'UEMOA	OMC/UEMOA	[.....]		TCD	
25.	(An 2000)	<u>Gabon</u> Mission technique Établissement d'un centre de référence de l'OMC	OMC	[.....]		TCD	
26.	(An 2000)	<u>Éthiopie</u> Mission technique Établissement d'un centre de référence de l'OMC	OMC	[.....]		TCD	
27.	(An 2000)	<u>Burundi</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral – Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD	Activité reportée de 1998

Missions de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Exécution	Pays participants Observations
28.	(An 2000)	<u>Maurice</u> Mission technique Établissement d'un centre de référence de l'OMC	OMC	[.....]		TCD	
29.	(An 2000)	<u>Zambie</u> Mission technique Établissement d'un centre de référence de l'OMC	OMC	[.....]		TCD	
30.	(An 2000)	<u>Côte d'Ivoire</u> Séminaire régional Suite à donner à la Conférence ministérielle de Seattle	OMC/CNUCED/CCI	Fonds JITAP		TCD	
31.	(An 2000)	<u>Kenya</u> Séminaire régional Suite à donner à la Conférence ministérielle de Seattle	OMC/CNUCED/CCI	Fonds JITAP		TCD	
32.	(An 2000)	<u>Zambie</u> Séminaire régional L'OMC et le système commercial multilatéral à l'intention des pays membres du COMESA (21) - Cadre intégré	OMC/Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA)	[.....]		TCD	Angola, Burundi, Comores, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Malawi, Maurice, Ouganda, République du Congo, République démocratique du Congo, Rwanda, Seychelles, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe
33.	(An 2000)	<u>Sénégal</u> Séminaire régional Suite à donner à la Conférence ministérielle de Seattle	OMC	[.....]		TCD	
34.	(An 2000)	<u>Côte d'Ivoire</u> Mission technique Établissement d'un centre de référence de l'OMC	OMC	[.....]		TCD	
35.	(An 2000)	<u>République du Congo</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral	OMC	[.....]		[.....]	
36.	(An 2000)	<u>Namibie</u> Séminaire régional Base de données intégrée	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		TCD	
37.	(An 2000)	<u>Comores (ou Madagascar)</u> Séminaire national Agriculture et SPS à l'intention de la CEAC	FAO	[.....]		AgD	
38.	(An 2000)	<u>Maurice</u> Atelier régional L'OMC et le système commercial multilatéral à l'intention des pays membres de la COI	OMC/COI	[.....]	COI	[.....]	

Missions de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Exécution	Pays participants Observations
39.	(An 2000)	<u>Nigéria</u> Séminaire régional L'OMC et le système commercial multilatéral à l'intention de la CEDEAO	OMC	[.....]	s.o.	[.....]	
40.	(An 2000)	<u>Mali</u> Ateliers nationaux Accès aux marchés, commerce électronique et formation de formateurs pour le secteur privé - Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD	
41.	(An 2000)	<u>Mali</u> Ateliers nationaux Agriculture, règlement des différends, AGCS, ADPIC, OTC, Subventions et mesures compensatoires – Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD	
42.	(An 2000)	<u>Malawi</u> Mission technique Mise en œuvre des Accords de l'OMC – Cadre intégré	OMC	[.....]		[.....]	
43.	(An 2000)	<u>Madagascar</u> Séminaire régional L'OMC et le système commercial multilatéral à l'intention des pays francophones d'Afrique de l'Est (COMESA)	OMC/ACP	Néant	Commission européenne/ fonds ACP	[.....]	
44.	(An 2000)	<u>Portugal ou Brésil</u> Séminaire régional L'OMC et le système commercial multilatéral à l'intention des pays africains lusophones	OMC	[.....]		TCD	
45.	(An 2000)	<u>République démocratique du Congo</u> Mission technique Assistance technique concernant la Base de données intégrée	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		Stat.D	
46.	(An 2000)	<u>Maurice</u> Séminaire national Mission sur la mise en œuvre des mesures de sauvegarde et antidumping	OMC	[.....]		RD	
47.	(An 2000)	<u>Maroc</u> Séminaire national Mise en œuvre des mesures antidumping	OMC	[.....]		RD	
48.	(An 2000)	<u>Afrique du Sud</u> Atelier national Mesures antidumping	OMC	Néant	CE	RD	

Missions de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Exécution	Pays participants Observations
49.	(An 2000)	<u>République centrafricaine</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral à l'intention du secrétariat de l'UDEAC - Cadre intégrés	UDEAC/CEMAC	Fonds d'affectation spéciale de la Norvège	CEMAC/UEMOA	TCD, ERAD	
50.	(An 2000)	<u>Angola</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral (en portugais) - Cadre intégrés	OMC	[.....]		TCD	
51.	(An 2000)	<u>Maurice</u> Atelier national Techniques de négociation	OMC	[.....]		TCD	
52.	(An 2000)	<u>Ghana</u> Mission technique La propriété intellectuelle et le commerce et l'investissement internationaux à l'intention des étudiants en droit	Université du Ghana, Faculté de droit	Fonds JITAP		TCD, LegD	
53.	(An 2000)	<u>Namibie</u> Séminaire régional L'OMC et le système commercial multilatéral à l'intention des pays membres de la SADC (12)	OMC/Secrétariat ACP/Communauté du développement de l'Afrique australe	Néant	Commission européenne/Fonds ACP	TCD	
54.	(An 2000)	<u>Mauritanie</u> Séminaire national Mesures SPS – Cadre intégrés	OMC	[.....]		TCD	
55.	(An 2000)	<u>Mauritanie</u> Séminaire national Questions juridiques - Cadre intégrés	OMC	[.....]		TCD	
56.	(An 2000)	<u>Tunisie</u> Conférence L'OMC et le système commercial multilatéral	OMC/CNUCED/CCI - Université de Sfax	Fonds JITAP	Université de Sfax	TCD	
57.	(An 2000)	<u>Angola</u> Séminaires nationaux L'OMC et le système commercial multilatéral - Cadre intégrés	OMC	[.....]		TCD	
58.	(An 2000)	<u>Maurice</u> Atelier national Règlement des différends	OMC	[.....]		TCD	
59.	(An 2000)	<u>Maurice</u> Atelier national Mesures conditionnelles	OMC	[.....]		TCD	
60.	(An 2000)	<u>République du Congo</u> Mission technique Établissement d'un centre de référence de l'OMC	OMC	Fonds de Hong Kong, Chine; Fonds de soutien aux programmes		IMRD, TCD	

Missions de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Exécution	Pays participants Observations
61.	(An 2000)	<u>Maurice</u> Atelier national Formation sur l'évaluation en douane à l'intention des fonctionnaires	OMC	[.....]		TCD
62.	(An 2000)	<u>Maurice</u> Atelier national ADPIC	OMC	[.....]		TCD
63.	(An 2000)	<u>Maurice</u> Atelier national Mesures SPS et OTC	OMC	[.....]		TCD
64.	(An 2000)	<u>Éthiopie</u> Stage de formation Stage de politique commerciale de courte durée à l'intention des fonctionnaires éthiopiens - Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD
65.	(An 2000)	<u>Angola</u> Ateliers nationaux Accès aux marchés; antidumping; mesures SPS; licences d'importation; propriété intellectuelle - Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD
66.	(An 2000)	<u>Afrique du Sud</u> Atelier régional sur les procédures et pratiques concernant le règlement des différends	OMC	[.....]		TCD
67.	(An 2000)	<u>Côte d'Ivoire</u> Atelier régional sur les procédures et pratiques de règlement des différends	OMC	[.....]		TCD

ACTIVITÉS PRÉVUES POUR LES PAYS DE LA RÉGION ASIE ET PACIFIQUE

Missions de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Exécution	Pays participants Observations	
68.	(Premier trimestre 2000)	<u>Thaïlande</u> Séminaire régional Commerce et environnement à l'intention des pays asiatiques	OMC	[.....]		TED	
69.	(Premier trimestre 2000)	<u>Singapour</u> Séminaire régional L'OMC et le système commercial multilatéral à l'intention des pays asiatiques en développement	OMC	Fonds d'affectation spéciale du Japon		TCD	
70.	(Troisième trimestre 2000)	[.....] Séminaire régional OTC, notamment procédures d'évaluation de la conformité à l'intention des pays asiatiques	OMC/Autres organisations internationales	[.....]		TED	
71.	(An 2000)	<u>Thaïlande</u> Séminaire régional Questions douanières	OMC	[.....]		TCD	
72.	(An 2000)	<u>Sri Lanka</u> Séminaire national Mission sur la mise en œuvre des sauvegardes et mesures antidumping	OMC	[.....]		RD	
73.	(An 2000)	[.....] Séminaire régional Séminaire sur la mise en œuvre des règles à l'intention des pays asiatiques en transition	OMC/Banque asiatique de développement (BAsD)	[.....]		RD	Financement éventuel par la BAsD
74.	(An 2000)	[.....] Séminaire régional sur la détermination du dommage à l'intention des pays asiatiques	OMC/Banque asiatique de développement (BAsD)	[.....]		RD	Financement éventuel par la BAsD
75.	(An 2000)	<u>Fidji</u> Séminaire régional Séminaire sous-régional sur l'OMC et le système commercial multilatéral	OMC/Secrétariat du Forum	[.....]		TCD	
76.	(An 2000)	<u>Thaïlande</u> Séminaire régional Mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture, de l'Accord SPS et de l'Accord OTC	OMC	[.....]		TCD	
77.	(An 2000)	<u>Thaïlande</u> Séminaire régional Simulation de négociations commerciales	OMC	[.....]		TCD	

Missions de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Exécution	Pays participants Observations
78.	(An 2000)	<u>Tonga</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral: processus d'accession	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Nouvelle-Zélande		AccD	Avec un consultant
79.	(An 2000)	<u>Thaïlande</u> Séminaire régional L'OMC et le système commercial multilatéral	OMC	[.....]		TCD	
80.	(An 2000)	<u>Bangladesh</u> Stage de formation Formation des fonctionnaires sur les notifications, la lutte antidumping, les sauvegardes, l'évaluation en douane et les ADPIC – Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD	
81.	(An 2000)	<u>Thaïlande</u> Séminaire régional Suite à donner à la Conférence ministérielle de Seattle	OMC	[.....]		TCD	
82.	(An 2000)	<u>Thaïlande</u> Stage de formation Stage de politique commerciale de courte durée à l'intention des pays asiatiques	OMC	[.....]		TCD	
83.	(An 2000)	<u>Mongolie</u> Mission technique Politique commerciale et transparence des lois et réglementations concernant le commerce; marchés publics: établissement d'un centre de référence de l'OMC	OMC	[.....]		TCD	
84.	(An 2000)	<u>Mongolie</u> Séminaire national Mise en œuvre des Accords du Cycle d'Uruguay, politiques de l'investissement et de la concurrence, suite à donner à la Conférence ministérielle de Seattle (questions concernant le nouveau cycle de négociations)	OMC	[.....]		TCD	
85.	(An 2000)	<u>Philippines</u> Séminaire national Mesures conditionnelles, antidumping, droits compensateurs et sauvegardes	OMC	[.....]		TCD	

Missions de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Exécution	Pays participants Observations
86.	(An 2000)	<u>Philippines</u> Séminaire national Commerce et environnement, et AEM	OMC	[.....]		TCD	
87.	(An 2000)	<u>Philippines</u> Séminaire national Disciplines relatives aux subventions et mesures compensatoires	OMC	[.....]		TCD	
88.	(An 2000)	<u>Thaïlande</u> Séminaire régional Procédures et pratiques de règlement des différends	OMC	[.....]		TCD	
89.	(An 2000)	<u>Samoa occidentale</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral – Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD	
90.	(An 2000)	<u>Singapour</u> Mission technique Assistance technique concernant la Base de données intégrée (droits consolidés)	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		Stat.D	
91.	(An 2000)	<u>Taipei chinois</u> Mission technique Assistance technique concernant la Base de données intégrée	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		Stat.D	
92.	(An 2000)	<u>Philippines</u> Mission technique Assistance technique concernant la Base de données intégrée (droits consolidés)	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		Stat.D	
93.	(An 2000)	<u>Vanuatu</u> Mission technique Avis juridique et formation aux techniques de négociation; obligations contractées dans le cadre de l'OMC; accès aux marchés; évaluation en douane; ADPIC; prescriptions en matière de notifications – Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD	
94.	(An 2000)	<u>Vanuatu</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral - Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD	

Missions de coopération technique		Organisateur	Financement	Autre financement	Exécution	Pays participants Observations
95.	(An 2000)	<u>Îles Salomon</u> Mission technique Avis juridique et formation sur les obligations contractées dans le cadre de l'OMC; mécanismes institutionnels en vue de l'exécution des obligations découlant des Accords de l'OMC; agriculture, SPS, OTC; accès aux marchés, règles d'origine, évaluation en douane, licences d'importation, inspection avant expédition; ADPIC; services, télécommunications, services financiers – Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD
96.	(An 2000)	<u>Bangladesh</u> Atelier national Obligations et procédures de notification à l'OMC - Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD
97.	(An 2000)	<u>Samoa occidentale</u> Mission technique Avis juridique sur la législation en vigueur – Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD
98.	(An 2000)	<u>Bangladesh</u> Mission technique Avis juridique sur la lutte antidumping, les sauvegardes, l'évaluation en douane, les ADPIC - Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD
99.	(An 2000)	<u>Samoa occidentale</u> Mission technique Avis juridique et formation concernant les Accords sur l'agriculture, SPS et OTC; accès aux marchés, évaluation en douane, licences d'importation; antidumping, sauvegardes; MIC; ADPIC; services, télécommunications, services financiers et services professionnels – Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD

Missions de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Exécution	Pays participants Observations
100.	(An 2000)	<u>Népal</u> Mission technique Avis juridique et formation aux négociations commerciales bilatérales et multilatérales; agriculture, SPS, OTC; accès aux marchés, règles d'origine; antidumping, subventions, sauvegardes; textiles; MIC; ADPIC; règlement des différends; politique de la concurrence – Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD	
101.	(An 2000)	<u>Myanmar</u> Mission technique Avis juridique et formation aux négociations commerciales bilatérales et multilatérales; agriculture, SPS, OTC; accès aux marchés, règles d'origine, évaluation en douane et licences d'importation; subventions; MIC; ADPIC; services; règlement des différends; environnement; politique de la concurrence - Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD	
102.	(An 2000)	<u>Maldives</u> Mission technique Obligations et procédures de notification à l'OMC - Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD	
103.	(An 2000)	<u>Maldives</u> Mission technique Avis juridique sur les ADPIC - Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD	
104.	(An 2000)	<u>Cambodge</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral - Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD	
105.	(An 2000)	<u>Bhoutan</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral - Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD	
106.	(An 2000)	<u>Îles Salomon</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral - Cadre intégré	OMC	[.....]		TCD	
107.	(An 2000)	<u>Nouvelle-Zélande</u> Atelier régional sur les procédures et pratiques concernant le règlement des différends	OMC	[.....]		TCD	

Missions de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Exécution	Pays participants Observations
108.	(An 2000)	<u>Singapour</u> Atelier régional sur les procédures et pratiques concernant le règlement des différends	OMC	[.....]		TCD	

ACTIVITÉS PRÉVUES POUR LES PAYS D'EUROPE ORIENTALE ET CENTRALE ET D'ASIE CENTRALE

Missions de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Exécution	Pays participants Observations
109.	(Troisième trimestre 2000)	[.....] Séminaire régional Environnement et commerce à l'intention de l'Europe centrale et orientale et de l'Asie centrale	OMC	[.....]		TED	
110.	(Quatrième trimestre 2000)	[.....] Séminaire régional OTC, notamment procédures d'évaluation de la conformité, à l'intention des pays d'Europe orientale	OMC/Autres organisations internationales	[.....]		TED	
111.	(An 2000)	<u>Estonie</u> Séminaire régional Services: transports maritimes et commerce électronique; agriculture et SPS	OMC	[.....]		TCD	
112.	(An 2000)	<u>République tchèque</u> Séminaire régional Règles: antidumping, sauvegardes et droits compensateurs	OMC	[.....]		TCD	
113.	(An 2000)	<u>Lettonie</u> Séminaire régional Règles: antidumping, sauvegardes et droits compensateurs	OMC	[.....]		TCD	
114.	(An 2000)	<u>République tchèque</u> Atelier régional Négociations sur les services	OMC	[.....]		TCD	
115.	(An 2000)	<u>Turquie</u> Atelier régional Négociations sur les services	OMC	[.....]		TCD	
116.	(An 2000)	<u>Albanie</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral	OMC	[.....]		TCD	
117.	(An 2000)	<u>Arménie</u> Séminaire national Règles: antidumping et sauvegardes	OMC	[.....]		TCD	
118.	(An 2000)	<u>Azerbaïdjan</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral	OMC	[.....]		TCD	
119.	(An 2000)	<u>Croatie</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral	OMC	[.....]		TCD	

Missions de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Exécution	Pays participants Observations
120.	(An 2000)	<u>Ex-République yougoslave de Macédoine</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral	OMC	[.....]		TCD	
121.	(An 2000)	<u>République kirghize</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral	OMC	[.....]		TCD	
122.	(An 2000)	<u>Lettonie</u> Séminaire régional Suite à donner à la Conférence ministérielle de Seattle: conséquences pour les pays Baltes membres du projet de coopération économique de la mer Noire	OMC	[.....]		TCD	
123.	(An 2000)	<u>Lituanie</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral: conséquences de l'accession à l'OMC	OMC	[.....]		TCD	
124.	(An 2000)	[.....] Séminaire régional Suite à donner à la Conférence ministérielle de Seattle: conséquences pour les pays membres du projet de coopération économique de la mer Noire	OMC	[.....]		TCD	
125.	(An 2000)	<u>Estonie</u> Mission technique Assistance technique concernant la Base de données intégrée (droits consolidés)	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		Stat.D	
126.	(An 2000)	<u>Hongrie</u> Mission technique Assistance technique concernant la base de données intégrée (droits consolidés)	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		Stat.D	
127.	(An 2000)	<u>Lettonie</u> Mission technique Assistance technique concernant la Base de données intégrée	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		Stat.D	
128.	(An 2000)	[.....] Stage de formation Stage de formation de courte durée à l'intention des pays d'Europe centrale et orientale	OMC	[.....]		TCD	

Missions de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Exécution	Pays participants Observations
129.	(An 2000)	[.....] Stage de formation Stage de formation de courte durée à l'intention de la Communauté d'États indépendants	OMC	[.....]		TCD	
130.	(An 2000)	[.....] Stage de formation Simulation de négociations commerciales à l'intention des membres du secrétariat de l'Organisation de coopération économique	OMC	[.....]		TCD	
131.	(An 2000)	<u>Turquie</u> Stage de formation Simulation de négociations commerciales à l'intention des membres du secrétariat du projet de coopération économique de la mer Noire	OMC	[.....]		TCD	
132.	(An 2000)	<u>Hongrie</u> Séminaire régional Règlement des différends	OMC	[.....]		TCD	
133.	(An 2000)	<u>Turquie</u> Séminaire régional Suite à donner à la Conférence ministérielle de Seattle: conséquences pour les pays membres du projet de coopération économique de la mer Noire	OMC	[.....]		TCD	
134.	(An 2000)	<u>République tchèque</u> Atelier régional sur les procédures et pratiques de règlement des différends	OMC	[.....]		TCD	
135.	(An 2000)	<u>Bélarus</u> Séminaires nationaux Agriculture et SPS; services; accès aux marchés; réglementations et normes techniques	OMC	[.....]		TCD	

ACTIVITÉS PRÉVUES POUR LES PAYS D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES

Missions de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Exécution	Pays participants Observations
136.	(Janvier 2000)	<u>République dominicaine</u> Mission technique Évaluation en douane	OMC	[.....]		TCD	
137.	(Premier trimestre 2000)	<u>Colombie</u> Séminaire national Commerce des services	OMC	[.....]		TCD	
138.	(Premier trimestre 2000)	<u>Colombie</u> Séminaire national Règlement des différends	OMC	[.....]		TCD	
139.	(Deuxième trimestre 2000)	<u>Colombie</u> Mission technique Facilitation des échanges	OMC	[.....]		TCD	
140.	(Deuxième trimestre 2000)	<u>Colombie</u> Séminaire national Nouvelles questions concernant le commerce international - Suite à donner à la Conférence ministérielle de Seattle	OMC	[.....]		TCD	
141.	(Deuxième trimestre 2000)	[.....] Séminaire régional OTC, notamment procédures d'évaluation de la conformité à l'intention des pays d'Amérique latine et des Caraïbes	OMC/Autres organisations internationales	[.....]		TED	
142.	(Deuxième trimestre 2000)	<u>États-Unis d'Amérique</u> Atelier régional Stage de formation avancée de deux semaines à l'intention des fonctionnaires des administrations nationales portant notamment sur la Base de données intégrée: en anglais (13 pays)	OMC/OEA	[.....]		TCD, LegD, TED, Stat.D	
143.	(Troisième trimestre 2000)	<u>États-Unis d'Amérique</u> Atelier régional Stage de formation avancée de deux semaines à l'intention des fonctionnaires des administrations nationales portant notamment sur la Base de données intégrée: en espagnol (19 pays)	OMC/OEA	[.....]		TCD, LegD, TED, Stat.D	
144.	(Troisième trimestre 2000)	<u>Colombie</u> Mission technique Évaluation en douane	OMC	[.....]		TCD	
145.	(Quatrième trimestre 2000)	[.....] Séminaire régional Commerce et environnement à l'intention des pays des Caraïbes	OMC	[.....]		TED	

Missions de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Exécution	Pays participants Observations
146.	(Quatrième trimestre 2000)	[.....] Séminaire régional Commerce et environnement à l'intention de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud (en espagnol)	OMC	[.....]		TED	
147.	(Quatrième trimestre 2000)	<u>Colombie</u> Séminaire national Le régionalisme et le système commercial multilatéral	OMC	[.....]		TCD	
148.	(An 2000)	<u>Barbade</u> Mission technique Règles: législation antidumping et législation régissant les subventions	OMC	[.....]		TCD	
149.	(An 2000)	<u>Venezuela</u> Atelier national AGCS	OMC	OMC/CT (budget ordinaire)		TSD	
150.	(An 2000)	<u>Argentine</u> Atelier régional Calculs en matière de droits antidumping et de mesures compensatoires (niveau avancé) à l'intention du MERCOSUR et du Chili (5)	OMC/INTAL	OMC/CT (budget ordinaire)	INTAL	TCD	Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay, Chili
151.	(An 2000)	<u>Barbade</u> Mission technique Prescriptions en matière de notification	OMC	[.....]		TCD	
152.	(An 2000)	[.....] Atelier régional Calculs en matière de droits antidumping et de mesures compensatoires à l'intention de l'Amérique centrale	OMC/INTAL	OMC/CT (budget ordinaire)	INTAL	TCD	Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay, Chili
153.	(An 2000)	<u>Barbade</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral pour les secteurs public et privé	OMC	[.....]		TCD	
154.	(An 2000)	<u>Costa Rica</u> Séminaires nationaux et missions techniques Évaluation en douane, règles d'origine, propriété intellectuelle, commerce électronique, OTC, mesures SPS, agriculture, antidumping, subventions, politique de la concurrence, commerce des services	OMC	[.....]		TCD	

Missions de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Exécution	Pays participants Observations
155.	(An 2000)	<u>Paraguay</u> Séminaire national Règlement des différends	OMC	[.....]		TCD	
156.	(An 2000)	<u>Paraguay</u> Séminaire national Évaluation en douane	OMC	[.....]		TCD	
157.	(An 2000)	<u>Paraguay</u> Séminaire national Agriculture et mesures SPS	OMC	[.....]		TCD	
158.	(An 2000)	<u>Paraguay</u> Séminaire national Règles: antidumping, sauvegardes et droits compensateurs	OMC	[.....]		TCD	
159.	(An 2000)	<u>Trinité-et-Tobago</u> Séminaire régional Disciplines relatives aux subventions et prescriptions en matière de notification à l'intention du CARICOM (11)	OMC/INTAL	OMC/CT (budget ordinaire)	INTAL	TCD	Antigua-et-Barbuda, Barbade, Dominique, Grenade, Guyana, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname, Trinité-et-Tobago
160.	(An 2000)	<u>Guatemala</u> Mission technique Base de données intégrée	OMC	[.....]		TCD	
161.	(An 2000)	<u>Cuba</u> Séminaire national SPS	OMC	[.....]		AgD	
162.	(An 2000)	[.....] Atelier régional Politique de la concurrence	OMC/INTAL	[.....]	INTAL	[.....]	
163.	(An 2000)	[.....] Atelier régional Accès aux marchés: questions concernant les négociations futures	OMC/INTAL	[.....]	INTAL	[.....]	
164.	(An 2000)	<u>Uruguay</u> Mission technique Assistance technique concernant la Base de données intégrée (droits consolidés)	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		Stat.D	
165.	(An 2000)	<u>Pérou</u> Mission technique Assistance technique concernant la Base de données intégrée (droits consolidés)	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		Stat.D	
166.	(An 2000)	<u>Brésil</u> Mission technique Assistance technique concernant la Base de données intégrée (droits consolidés)	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		Stat.D	
167.	(An 2000)	<u>Guatemala</u> Mission technique Règles d'origine	OMC	[.....]		TCD	

Missions de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Exécution	Pays participants Observations
168.	(An 2000)	<u>Guatemala</u> Mission technique Inspection avant expédition	OMC	[.....]		TCD	
169.	(An 2000)	<u>Venezuela</u> Séminaire national Propriété intellectuelle	OMC	[.....]		TCD	
170.	(An 2000)	<u>Guatemala</u> Mission technique Capacités de négociation pour le nouveau cycle – Suite à donner à la Conférence ministérielle de Seattle	OMC	[.....]		TCD	
171.	(An 2000)	<u>Venezuela</u> Séminaire national Règlement des différends	OMC	[.....]		TCD	
172.	(An 2000)	<u>Guatemala</u> Séminaire national Commerce et environnement	OMC	[.....]		TCD	
173.	(An 2000)	<u>Guatemala</u> Séminaire national Capacités de négociation	OMC	[.....]		TCD	
174.	(An 2000)	<u>Venezuela</u> Séminaire national OTC	OMC	[.....]		TCD	
175.	(An 2000)	<u>Venezuela</u> Séminaire national Commerce électronique	OMC	[.....]		TCD	
176.	(An 2000)	<u>Colombie</u> Atelier national Antidumping et droits compensateurs à l'intention de la Colombie et du Pérou	OMC	[.....]		RD	
177.	(An 2000)	<u>Guatemala</u> Mission technique Système harmonisé (SH)	OMC	[.....]		TCD	
178.	(An 2000)	<u>Brésil</u> Atelier régional sur les procédures et pratiques de règlement des différends	OMC	[.....]		TCD	
179.	(An 2000)	<u>Sainte-Lucie</u> Atelier régional sur les procédures et pratiques de règlement des différends	OMC	[.....]		TCD	
180.	(An 2001)	<u>Colombie</u> Séminaires nationaux Disciplines concernant les subventions, OTC et SPS, sauvegardes et antidumping	OMC	[.....]		TCD	
181.	(An 2002)	<u>Colombie</u> Séminaires nationaux Négociations commerciales, propriété intellectuelle, règlement des différends, textiles	OMC	[.....]		TCD	

ACTIVITÉS PRÉVUES POUR LES PAYS DU MOYEN-ORIENT

Missions de coopération technique			Organisateur	Financement	Autre financement	Exécution	Pays participants Observations
182.	(Premier trimestre 2000)	<u>Malte</u> Séminaire régional Commerce en environnement à l'intention des pays de la Méditerranée et du Moyen-Orient	OMC	[.....]		TED	
183.	(An 2000)	<u>Oman</u> Séminaire national Le commerce des services et l'investissement étranger direct	OMC	[.....]		TCD	
184.	(An 2000)	<u>Brunéi Darussalam</u> Séminaire national Règles	OMC	[.....]		TCD	
185.	(An 2000)	<u>Brunéi Darussalam</u> Séminaire national Politique de la concurrence	OMC	[.....]		TCD	
186.	(An 2000)	<u>Chypre</u> Mission technique Prescriptions en matière de notification	OMC	[.....]		TCD	
187.	(An 2000)	<u>Chypre</u> Séminaire national Résultat de la Conférence ministérielle de Seattle: nouveau cycle de négociations sur le commerce des services	OMC	[.....]		TCD	
188.	(An 2000)	<u>Chypre</u> Séminaire national L'OMC et le système commercial multilatéral (règles, antidumping, ADPIC, OTC, règlement des différends)	OMC	[.....]		TCD	
189.	(An 2000)	<u>Malte</u> Mission technique Assistance technique concernant la Base de données intégrée	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		Stat.D	
190.	(An 2000)	<u>Chypre</u> Séminaire national Mesures SPS et analyse des risques	OMC	[.....]		TCD	
191.	(An 2000)	<u>Chypre</u> Séminaire national Agriculture; prescriptions en matière de notification et procédures de notification; résultats de la Conférence ministérielle de Seattle; nouveau cycle de négociations	OMC	[.....]		TCD	

192.	(An 2000)	<u>Arabie saoudite</u> Stage de formation Stage de politique commerciale de courte durée à l'intention des membres de la BISD (en arabe)	OMC/Banque Islamique de développement (BISD)	[.....]		TCD	
193.	(An 2000)	<u>Brunéi Darussalam</u> Séminaire national Subventions	OMC	[.....]		TCD	
194.	(An 2000)	<u>Oman</u> Séminaire national Suite à donner à l'accession: conformité avec les règles de l'OMC et sensibilisation	OMC	[.....]		TCD	
195.	(An 2000)	[.....] Séminaire régional Séminaire sur la mise en œuvre des règles à l'intention des pays arabes	OMC	[.....]		RD	
196.	(An 2000)	<u>Oman</u> Séminaire national Commerce électronique	OMC	[.....]		TCD	
197.	(An 2000)	<u>Oman</u> Séminaires nationaux Règlement des différends, antidumping et sauvegardes	OMC	[.....]		TCD	
198.	(An 2000)	<u>Oman</u> Séminaire national Développement des compétences en vue des négociations commerciales multilatérales concernant l'accession à l'OMC	OMC	[.....]		TCD	
199.	(An 2000)	<u>Bahreïn</u> Séminaire régional Commerce électronique à l'intention des pays arabes et du Moyen-Orient	OMC	[.....]		TCD	
200.	(An 2000)	<u>Bahreïn</u> Séminaire national Le commerce des services et l'investissement étranger direct	OMC	[.....]		TCD	
201.	(An 2000)	<u>Bahreïn</u> Séminaire national Commerce électronique	OMC	[.....]		TCD	
202.	(An 2000)	<u>Bahreïn</u> Séminaires nationaux Règlement des différends, antidumping et sauvegardes	OMC	[.....]		TCD	
203.	(An 2000)	<u>Bahreïn</u> Séminaire national Suite à donner à la Conférence ministérielle de Seattle	OMC	[.....]		TCD	

204.	(An 2000)	<u>Liban</u> Stage de formation Stage de politique commerciale de courte durée à l'intention des membres de la CESAO	OMC/CESAO	[.....]		TCD	
205.	(An 2000)	<u>Bahreïn</u> Stage de formation Simulation commerciale pour développer les talents de négociateur des hauts fonctionnaires	OMC	[.....]		TCD	
206.	(An 2000)	<u>Arabie saoudite</u> Séminaire national Commerce électronique	OMC/Banque Islamique de développement (BIsD)	[.....]		TCD	
207.	(An 2000)	<u>Arabie saoudite</u> Colloque Unions douanières et zones de libre-échange	OMC/Banque Islamique de développement (BIsD)	[.....]		TCD	
208.	(An 2000)	<u>Arabie saoudite</u> Colloque Suite à donner à l'accession: conformité avec les règles de l'OMC et sensibilisation (séminaire d'une journée à Riyad, Djedda et Dammam)	OMC/Banque Islamique de développement (BIsD)	[.....]		TCD	
209.	(An 2000)	<u>Arabie saoudite</u> Séminaire national Règlement des différends, pratiques antidumping et sauvegardes	OMC/Banque Islamique de développement (BIsD)	[.....]		TCD	
210	(An 2000)	<u>Arabie saoudite</u> Séminaire national Talents de négociateur en rapport avec l'accession à l'OMC	OMC/Banque Islamique de développement (BIsD)	[.....]		TCD	
211.	(An 2000)	<u>Qatar</u> Atelier national Facilitation des échanges	OMC	[.....]		TCD	
212.	(An 2000)	<u>Qatar</u> Séminaire national OTC et SPS	OMC	[.....]		TCD	
213.	(An 2000)	<u>Qatar</u> Séminaire national Système harmonisé (SH)	OMC	[.....]		TCD	
214.	(An 2000)	<u>Arabie saoudite</u> Séminaire national Le commerce des services et l'investissement étranger direct	OMC/Banque Islamique de développement (BIsD)	[.....]		TCD	
215.	(An 2000)	<u>Émirats arabes unis</u> Mission technique Aide à la création d'un département spécialisé doté de fonctionnaires qualifiés s'occupant de questions liées au commerce	OMC	[.....]		TCD	

216.	(An 2000)	<u>Arabie saoudite</u> Séminaire régional Questions systémiques concernant l'intégration régionale	OMC	[.....]		TCD	
217.	(An 2000)	<u>Bahreïn</u> Stage de formation Questions de politique commerciale, droits et obligations découlant du cadre juridique de l'OMC	OMC	[.....]		TCD	
218.	(An 2000)	<u>Bahreïn</u> Séminaire national Les accords commerciaux régionaux et leurs prescriptions de notification	OMC	[.....]		TCD	
219.	(An 2000)	<u>Bahreïn</u> Séminaire national Évaluation en douane à l'intention des hauts fonctionnaires de la direction générale des douanes	OMC	[.....]		TCD	
220.	(An 2000)	<u>Israël</u> Mission technique Assistance technique concernant la Base de données intégrée	OMC	Fonds d'affectation spéciale de la Suisse		Stat.D	
221.	(An 2000)	<u>Bahreïn</u> Séminaire national SPS et OTC	OMC	[.....]		TCD	
222.	(An 2000)	<u>Bahreïn</u> Stage de formation Les Accords de l'OMC à l'intention des fonctionnaires et du secteur privé	OMC	[.....]		TCD	
223.	(An 2000)	<u>Bahreïn</u> Séminaire national Notifications à l'intention des hauts fonctionnaires de la Direction générale du commerce extérieur	OMC	[.....]		TCD	
224.	(An 2000)	<u>Émirats arabes unis</u> Atelier national Règlement des différends à l'intention des fonctionnaires des administrations nationales	OMC	[.....]		TCD	
225.	(An 2000)	<u>Émirats arabes unis</u> Séminaire régional Suite à donner à la Conférence ministérielle de Seattle	OMC	[.....]		TCD	
226.	(An 2000)	<u>Qatar</u> Mission technique Élaboration de la Base de données intégrée	OMC	[.....]			
227.	(An 2000)	<u>Égypte</u> Atelier régional sur les procédures et pratiques de règlement des différends	OMC	[.....]			

228.	(An 2000)	<u>Chypre</u> Mission technique Les technologies de l'information et le centre de référence de l'OMC, y compris la Base de données intégrée	OMC	[.....]			
229.	(An 2000)	<u>Brunéi Darussalam</u> Séminaires nationaux Investissements, services, OTC, mesures SPS	OMC	[.....]			
230.	(An 2000)	<u>Chypre</u> Séminaire national Commerce électronique	OMC	[.....]		TCD	

Annexe 2

STAGES DE POLITIQUE COMMERCIALE ORGANISÉS PAR L'OMC À GENÈVE

La Division de la formation du Secrétariat de l'OMC planifie, organise et gère des stages de politique commerciale à Genève à l'intention des fonctionnaires de pays en développement et en transition qui sont Membres de l'OMC ou ont le statut d'observateurs.

1. Aperçu

Pays en développement

Trois stages ordinaires d'une durée de 12 semaines sont organisés chaque année, deux en anglais et un en français ou en espagnol, alternativement. Ces stages ont pour objectif de faire mieux comprendre aux fonctionnaires participants le système commercial multilatéral et le droit du commerce international ainsi que les activités, le champ d'application et la structure de l'OMC, afin de leur permettre d'accomplir leurs tâches avec plus d'efficacité au sein de leur administration.

Stages organisés en 1999

Au programme 1999 figuraient les dixième, onzième et douzième stages ordinaires de politique commerciale et le neuvième stage spécial de politique commerciale à l'intention des pays en transition (le dernier cours de ce type sous sa forme actuelle), comme indiqué ci-dessous:

Dixième stage de politique commerciale de l'OMC: 11 janvier-1 ^{er} avril	(en anglais)
Neuvième stage spécial de politique commerciale: 6 avril-30 avril	(en anglais)
Onzième stage de politique commerciale de l'OMC: 26 avril-16 juillet	(en français)
Douzième stage de politique commerciale de l'OMC: 13 septembre-3 décembre	(en anglais)

Calendrier des stages prévus en 2000-2002

Programme 2000 (invitations déjà envoyées)

Treizième stage de politique commerciale de l'OMC: 17 janvier-7 avril	(en anglais)
Quatorzième stage de politique commerciale de l'OMC: 25 avril-14 juillet	(en espagnol)
Quinzième stage de politique commerciale de l'OMC: 18 septembre-8 décembre	(en anglais)

Programme 2001 (dates à déterminer)

Seizième stage de politique commerciale de l'OMC:	(en anglais)
Dix-septième stage de politique commerciale de l'OMC:	(en français)
Dix-huitième stage de politique commerciale de l'OMC:	(en anglais)

Programme 2002 (dates à déterminer)

Dix-neuvième stage de politique commerciale de l'OMC:	(en anglais)
Vingtième stage de politique commerciale de l'OMC:	(en espagnol)
Vingt-et-unième stage de politique commerciale de l'OMC:	(en anglais)

2. Priorités en matière de formation

Afin d'améliorer la planification et le déroulement des stages de politique commerciale, le Secrétariat a mis en évidence les domaines prioritaires suivants à améliorer/développer.

Sélection des candidats

Le nombre de stages proposés aux pays en développement est passé de deux à trois en 1998 et le nombre de demandes d'inscription pour chaque stage ne cesse de croître. Pour satisfaire cette demande de façon aussi efficace que possible, le Secrétariat de l'OMC est en train de rationaliser le processus d'administration des demandes. En outre, on s'efforce par tous les moyens de faire en sorte que, sur une période de deux ans (au cours de laquelle sont offertes 144 bourses de stages de l'OMC), chaque pays en développement Membre, et, lorsque cela est possible, observateur, obtienne au moins une place, tout en respectant les critères de sélection objectifs bien établis.

Contenu et déroulement des stages

L'intensification de la formation qui est passée de deux à trois stages a obligé à uniformiser les éléments-clés des stages à un niveau élevé de qualité. Ceux-ci comprennent:

- Des exposés, présentations et débats sur la théorie commerciale, la formulation de la politique commerciale, les dispositions des instruments juridiques et accords de l'OMC qui mettent l'accent sur la dimension du développement, la mise en œuvre des obligations découlant de l'OMC, des questions telles que l'intégration économique régionale et l'interaction entre le commerce et les politiques environnementales ainsi que la structure, la portée et le fonctionnement du système de l'OMC. Les stages auront de plus en plus recours aux outils des technologies de l'information que les participants ont à leur disposition, dont l'accès au site Web de l'OMC, l'Internet et le MDD.
- Les exposés sont complétés par des travaux pratiques, dont des débats en table ronde et des études de cas. Le Secrétariat de l'OMC encourage les participants à mener des travaux de recherche sur des questions du ressort de l'OMC qui les intéressent, avec l'aide d'experts de la division de la formation et du Secrétariat. Les fonctionnaires participent également à un atelier sur les techniques de négociation, à des exercices de simulation portant sur les négociations commerciales, à des débats sur les grandes orientations et au règlement de différends, exercices dans lesquels ils mettent en pratique leur connaissance des questions de politique commerciale et développent les compétences en matière d'analyse et de négociation acquises durant le stage. Dans le cadre du programme, les participants visitent des organisations internationales établies à Genève et assistent à des réunions des organes de l'OMC, ce qui leur permet d'observer en direct le fonctionnement de l'OMC.
- Deux voyages d'étude sont également organisés: l'un en Suisse et l'autre dans un pays européen, qui servent d'études de cas pour ce qui est de l'élaboration de la politique commerciale nationale.

Évaluation et suite à donner aux stages

L'évaluation, qui consiste à mettre en évidence des objectifs de formation particuliers puis à évaluer dans quelles mesures le stage a permis de les atteindre, prend essentiellement la forme de l'établissement et de l'analyse des rapports d'évaluation hebdomadaires faits par les participants, qui sont examinés avec eux à mi-parcours et en fin de stage. Ces évaluations sont importantes pour décider des changements et des améliorations à apporter à l'organisation et au déroulement des stages.

Un système d'évaluation portant sur une plus longue période est aussi en cours d'élaboration afin de mesurer l'efficacité des activités de formation par les améliorations identifiables une fois que les participants ont réintégré leur poste.

3. Considérations relatives aux ressources

Budget

Les stages de politique commerciale ordinaire sont financés sur le budget ordinaire de l'OMC, et les frais de voyages d'études sont partagés avec les Membres de l'OMC organisateurs. À chaque stage régulier, 24 fonctionnaires reçoivent une bourse de l'OMC. Soixante-douze fonctionnaires par an sont formés durant 12 semaines chacun, ce qui correspond à un total de 4 320 jours de formation.

Ressources humaines

Les exposés et les exercices sont effectués dans une large mesure par les fonctionnaires du Secrétariat qui traitent directement des questions pertinentes. Il est fait appel à des experts de l'extérieur lorsque ceux du Secrétariat ne sont pas disponibles: approximativement le quart de chaque stage ordinaire est assuré par des consultants/enseignants de l'extérieur. De plus, 12 pour cent sont assurés par des experts mis à la disposition de l'OMC par d'autres organisations internationales compétentes (Banque mondiale, OMPI, OMD, CCI, CNUCED, UIT et ISO) dans le cadre d'une coopération croissante.

4. Travaux futurs

Au cours de la période 2000-2002, la priorité globale du Secrétariat sera de consolider le développement de ses stages de politique commerciale en améliorant la qualité de leur contenu et de leur mise en œuvre, en élaborant et en appliquant des pratiques appropriées en matière d'évaluation et de suivi et en intensifiant l'utilisation de nouvelles technologies au profit des participants aux stages. À compter de 2000, le Secrétariat accordera une large place dans le programme aux questions et domaines de négociation sur lesquels les Membres se seraient mis d'accord à la Conférence ministérielle de Seattle.

La première étape d'une importante activité de suivi a débuté au début d'octobre 1999. La Division de la formation a fait un recensement général des anciens participants afin de créer une base de données qui sera essentielle pour entreprendre diverses activités de suivi. Elle mettra la liste récapitulative à la disposition de toutes les délégations en temps voulu.
